Global Platform
for Disaster Risk Reduction
Fourth Session, Geneva, Switzerland
19-23 May 2013

# PROGRAMME

## Quatrième Session de la Plate-forme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe
## Genève, Suisse, 19-23 mai 2013

Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs

POPULATION
RÉSILIENTE
PLANÈTE

UNISDR
The United Nations Office for Disaster Risk Reduction

United Nations

POPULATION
RÉSILIENTE
PLANÈTE

# PROGRAMME

Quatrième session de la plate-forme mondiale
pour la réduction des risques de catastrophe
Genève, Suisse, 19-23 mai 2013

---

Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs
Population résiliente - Planète résiliente

**Couverture** Systèmes d'alerte précoce installés au sein des collectivités des rives du Rio Bocay et du Rio Coco. Nicaragua. Crédits photo : Oxfam GB/David Vinuales

# REMERCIEMENTS

Les Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) souhaite exprimer toute sa gratitude envers les nombreuses organisations et intervenants qui ont contribué à la préparation de la Quatrième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, dans le cadre de leur soutien à l'implémentation du Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 intitulé « Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes ». L'UNISDR exprime toute son appréciation aux bénévoles ainsi qu'à l'équipe dévouée de stagiaires qui ont permis de concrétiser cette quatrième édition de la Plate-forme mondiale.

Nos remerciements vont également aux donateurs qui contribuent régulièrement au travail du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR), notamment l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Allemagne, l'Irlande, le Japon, le Kazakhstan, la République de Corée, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, les Philippines, la Suède, la Suisse, les États-Unis, ainsi que la Commission européenne et la Banque mondiale.

Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) exprime une gratitude toute particulière aux donateurs ayant apporté une contribution spécifique à cette Quatrième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, notamment la Suisse en tant que Gold Donor (contribution supérieure à 500 000 USD), l'Allemagne, la Suède, le Japon, USAID et la Commission européenne en tant que Silver Donors (contribution de 100 000 à 500 000 USD), la France en tant que Bronze Donor (contribution jusqu'à 100 000 USD). Nous soulignons également le sponsoring de la Quatrième Session de la Plate-forme Mondiale par le secteur privé, notamment par la société ESRI et l'UPS Foundation en tant que silver sponsors, et par DuPont Sustainable Operations, AECOM et Kokusai Kogyo Holdings Co Ltd, qui nous ont apporté un précieux soutien.

# SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| Remerciements | 2 |
| Avant-propos | 4 |
| Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNISDR) | 6 |
| Informations pratiques | 7 |
| Réunions de consultation préliminaires en bref | 8 |
| Programme officiel en bref | 10 |
| Dialogue de haut niveau | 12 |
| Séances plénières informelles | 13 |
| Séances plénières | 14 |
| Événements spéciaux | 17 |
| Événements parallèles | 30 |
| Autres événements | 45 |
| Podium Ignite et espace d'exposition | 46 |
| Visites de terrain | 52 |


Un programme détachable est à votre disposition au centre de cette publication.

Ce document est à jour au moment de l'impression. Pour les mises à jour, les participants sont encouragés à consulter la page Internet de la Plate-forme mondiale à l'adresse **www.preventionweb.net/go/gpdrr13** ainsi que les tableaux d'affichage électroniques disséminés dans lecentre de conférence.

# AVANT-PROPOS

La Suisse a l'honneur d'organiser la Quatrième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe à Genève. Cet événement pose un jalon important pour la poursuite du développement de sociétés résilientes face aux catastrophes partout dans le monde.

Les intervenants issus de gouvernements, d'agences et d'organisations internationales, d'ONG et de la société civile, d'institutions universitaires et techniques, ainsi que du secteur privé s'y réuniront afin d'évaluer les progrès mondiaux réalisés dans l'implémentation du Cadre d'Action de Hyogo. Ils partageront leur vision des éléments nécessaires au renforcement du cadre de référence pour la gestion des risques actuels et futurs, et examineront la tenue des engagements pris lors des précédentes plates-formes mondiales. Ce partage des connaissances fournit des informations cruciales sur la manière dont la réduction des risques protège le développement et soutient l'agenda pour le développement durable, dans la perspective d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe.

Grâce au large spectre des exposés présentés, des thématiques débattues et des engagements innovants pris, ainsi qu'à la réunion d'une mine de connaissances et d'expériences dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, l'UNISDR a ici tout mis en œuvre pour faire avancer l'objectif stratégique du Cadre d'action de Hyogo, à savoir la réduction substantielle des pertes causées par les catastrophes, en termes de vies humaines et pour les actifs sociaux, économiques et environnementaux des collectivités et nations de la planète.

Toutes les collectivités sont exposées à un large éventail d'aléas. Celles qui requièrent une assistance doivent être soutenues dans le développement de stratégies efficaces et économiques leur permettant de faire face aux catastrophes naturelles, et recevoir les moyens pour ce faire. La Suisse est confrontée à un environnement alpin à risque et dispose d'une longue expérience dans la gestion des catastrophes naturelles, qui atteste de l'efficacité d'une approche intégrée de gestion des risques. Pour gérer les aléas et vivre avec les risques, il est impératif de connaître ces derniers et d'y être préparés.

Notre message clé est que la prévention paie ! L'investissement dans la réduction des risques de catastrophe sauve des vies et protège les moyens de subsistance, les actifs publics et les biens privés.

C'est à la fois un privilège et une responsabilité que d'organiser cette quatrième session de la Plate-forme mondiale à Genève et de soutenir l'action primordiale de l'UNISDR pour la résilience de la planète face aux catastrophes.

Je vous souhaite une conférence passionnante ponctuée de nombreux échanges enrichissants et de nouveaux partenariats pour un avenir résilient.

**Martin Dahinden**
Directeur général de la SDC (Direction suisse du développement et de la coopération)

# AVANT-PROPOS

Dans moins de deux ans, la communauté internationale tentera une fois de plus de définir une solution mondiale pour la résilience face aux catastrophes, sur la base des expériences locales, nationales et régionales accumulées au cours de la décennie écoulée.

Les pertes économiques imputables aux catastrophes survenues ces 13 dernières années atteignent aujourd'hui la somme de 2 700 milliards de dollars américains, soit une moyenne par heure de 16,2 millions de dollars depuis 2000. De telles pertes financières sont intenables à long terme. Les 2,9 milliards de personnes touchées par des catastrophes au cours de cette même période, soit une moyenne de 650 000 personnes par jour, sont tout aussi inacceptables et rappellent douloureusement l'urgence de la situation.

À l'approche de l'horizon 2015, il ne subsiste aucune place pour des engagements tièdes. L'heure est au plein engagement de chacun à investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs et faire du slogan « Population résiliente - Planète résiliente » une réalité. Les débats de cette quatrième Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe se doivent donc de faire clairement avancer les consultations mondiales en cours afférentes au plan d'action post-2015 pour la résilience face aux catastrophes.

Pour ce faire, cette quatrième session de la Plate-forme mondiale sera éclairée par les nombreuses leçons tirées depuis l'adoption du Cadre d'action de Hyogo (CAH) en 2005.

Nous savons aujourd'hui que des progrès ont certes été réalisés depuis 2005, mais de manière trop inégale. Le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande, le Japon, le Chili, l'Indonésie et les Philippines ont ainsi montré que des mesures de protection sociale ciblées sont possibles et abordables, et permettent de réduire les vulnérabilités.

La vague de sécheresse nord-américaine qui sévit depuis 2012 pourrait toutefois se révéler la plus coûteuse de l'histoire des États-Unis. Les estimations actuelles placent la barre entre 50 et 80 milliards de dollars américains. Cet aléa naturel persistant demeure également problématique dans la Corne de l'Afrique, ce qui démontre une compréhension toujours lacunaire de celui-ci et un manque d'attention aux niveaux national et international.

En 2011, des moussons dévastatrices ont coûté 6,3 milliards de dollars américains à l'Asie du Sud-est suite à la baisse de production engendrée. La catastrophe a provoqué un déficit majeur de l'offre et a érodé le PIB de la région d'environ 0,9 %. La période 2010-2012 a aussi mis en lumière l'interdépendance croissante des intervenants du commerce et de l'économie planétaires. Le séisme de Tōhoku de mars 2011 au Japon et les inondations qui ont frappé le Sud-est asiatique quelques mois plus tard ont dévoilé les faiblesses des infrastructures et de la gestion urbanistique. Ces deux catastrophes ont démontré la nécessité d'intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les programmes de gestion du risque des entreprises.

La Plate-forme mondiale 2013 accordera donc une attention toute particulière à trois domaines critiques. Le premier porte sur les investissements du secteur privé dans la gestion des risques de catastrophe, qui recèlent une opportunité de création de bénéfices partagés pour les entreprises et la société. Le deuxième porte sur le travail des collectivités et des réseaux, et sur le soutien des politiques pour la résilience. Le troisième porte sur les gouvernements et municipalités, et sur leur rôle d'implémentation du CAH ainsi que de l'agenda post-2015 pour la construction de la résilience face aux catastrophes.

Cette quatrième session de la Plate-forme mondiale constitue sans aucun doute un tournant critique dans la perspective de la Conférence mondiale 2015 sur la réduction des risques de catastrophe devant se tenir au Japon. Les enseignements et les éléments de preuve réunis à Genève, la qualité des débats et les points de consensus joueront un rôle crucial dans la définition de l'avenir des générations futures.

**Margareta Wahlström**
Représentante spéciale du Secrétariat général
pour la réduction des risques de catastrophe

# BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

La Déclaration finale adoptée par la Décennie internationale de l'ONU pour la prévention des catastrophes naturelles (1990-1999) a reconnu la menace mondiale grandissante représentée par les catastrophes à grande échelle. Elle invitait à une action décisive pour garantir un monde plus sûr aux générations futures et identifiait la gestion des risques et la prévention des catastrophes comme des éléments essentiels à intégrer dans les politiques gouvernementales.

La stratégie de Yokohama (1994) et le document stratégique intitulé « Geneva Mandate on Disaster Reduction, A Safer World in the Twenty-First Century: Risk and Disaster Reduction » (1999), ont jeté les bases de la voie à suivre. Tous deux recommandaient le maintien et le renforcement d'un cadre de référence international pour la réduction des risques de catastrophe.

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté la « Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes » (ISDR, International Strategy for Disaster Reduction) en décembre 1999, et créé dans le même temps l'UNISDR en qualité de secrétariat chargé de veiller à son implémentation.

L'UNISDR, ou Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, coordonne l'action de réduction des risques de catastrophe au travers du système des Nations Unies. Il suit également l'implémentation du plan international de réduction des risques de catastrophe, à savoir le Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 (CAH) intitulé « Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes », qui a été adopté par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes tenue au Japon en janvier 2005.

L'UNISDR facilite en outre la préparation d'analyses de risque et d'évaluations périodiques au travers du Rapport d'Evaluation Mondial sur la réduction des risques de catastrophe, et suit l'implémentation du CAH via l'outil HFA Monitor.

Le bureau mène également des actions de défense de sa cause au niveau international et de sensibilisation à la réduction des risques de catastrophe et à l'amélioration de la résilience. La campagne mondiale pour la prévention des catastrophes baptisée « Making Cities Resilient – My City is Getting Ready » figure parmi ses principales initiatives.

Enfin, l'UNISDR facilite le développement d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2) qui succèdera au CAH à l'issue de la décennie couverte.

Le bureau principal de l'UNISDR est installé à Genève en Suisse. Il possède également des bureaux à Bruxelles (Belgique) pour l'Europe, à Panama City (Panama) pour le continent américain, au Caire (Egypte) pour les pays arabes, à Bangkok (Thaïlande) pour l'Asie et le Pacifique, et à Nairobi (Kenya) pour l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud. L'UNISDR possède également un bureau à Incheon (République de Corée) pour le Nord-est de l'Asie (et le soutien au Global Education and Training Institute), ainsi qu'un bureau de liaison à New York (États-Unis) et des antennes à Kobe (Japon), Suva (Îles Fidji), Bonn (Allemagne), Almaty (Kazakhstan) et Rio de Janeiro (Brésil).

Organisé par:

UNISDR
The United Nations Office for Disaster Risk Reduction

En support de:

International Strategy for Disaster Reduction

# INFORMATIONS PRATIQUES

Pour toute question concernant la plate-forme mondiale, veuillez vous adresser au centre d'assistance (Help Desk) situé à proximité de l'entrée ducentre international de conférences de Genève, qui sera ouvert du 19 au 23 mai.

## CONTACT

Courriel : globalplatform@un.org
Téléphone : +41 (0)22 791 94 43

## SÉCURITÉ

L'accès aucentre de conférence international de Genève est limité aux participants inscrits à la plate-forme mondiale et porteurs d'un badge valable.

## PROGRAMME

Les mises à jour et modifications éventuelles apportées au programme seront communiquées via les moniteurs ducentre de conférence ainsi que sur la page www.preventionweb.net/go/gpdrr13.

## DOCUMENTS

Les documents afférents à la quatrième session de la Plate-forme mondiale seront publiés sur la page Internet susvisée à mesure de leur disponibilité. Des documents seront également disponibles aucentre d'assistance (Help Desk) ducentre de conférence. Le texte des déclarations officielles sera publié en ligne de même que des webdiffusions quotidiennes couvrant les séances plénières et des enregistrements audio des événements spéciaux.

## TECHNOLOGIES

Lecentre de conférence dispose d'un accès Internet (Wi-Fi), d'ordinateurs, de téléphones, de télécopieurs, de projecteurs vidéo et de tableaux à feuilles.

## INTERPRÉTATION

Les séances plénières, les séances plénières informelles et les événements spéciaux bénéficieront de services d'interprétation dans les six langues officielles de l'ONU, à savoir l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

## MÉDIAS

Une série d'activités de support a cette année été organisée pour la couverture médiatique de la plate-forme mondiale. Elles comprendront des opportunités d'interviews avec des participants de haut niveau, des webdiffusions en direct pour retransmission des tables rondes et des séances plénières modérées par des journalistes renommés, des rencontres quotidiennes avec la presse pour des participants de haut niveau, et l'accès aux séances plénières et aux événements spéciaux pour la presse. Un centre médiatique avec accès Wi-Fi sera disponible pour les journalistes accrédités tout au long de l'événement. Des communiqués de presse, des actualités et un compte-rendu quotidien des développements et des problématiques abordées seront également accessibles pour la presse. Les conclusions de la plate-forme seront publiées sur le site Internet de l'UNISDR.

## RESTAURATION ET RAFRAICHISSEMENTS

Un bar servant du café et des rafraîchissements sera ouvert de 7 h 30 à 17 h, du 19 au 23 mai. Lecentre de conférence dispose d'une cafétéria ouverte de midi à 15 heures. Veuillez noter qu'il est interdit de manger ou de boire dans les salles de réunion. Le centre de conférence ne propose aucun service de restauration en soirée. Un choix de restaurants est disponible à proximité ducentre de conférence :

Restaurant la Romana
Rue de Vermont 37, 1202 Genève, Suisse
Tél. 022 734 82 86

Restaurant Japonais Sagano
Rue de Montbrillant 86, 1202 Genève, Suisse
Tél. 022 733 11 50

Restaurant Ariana
Rue de Montbrillant 83, 1202 Genève, Suisse
Tél. 022 740 07 67

Restaurant des Nations
Rue de Montbrillant 87, 1202 Genève, Suisse
Tél. 022 734 35 45

Restaurant le Trèfle d'Or
Chemin Louis-Dunant 13, 1202 Genève, Suisse
Tél. 022 733 56 05

Restaurant Thai Phuket
Avenue de France 33, 1202 Genève, Suisse
Tél. 022 734 41 00

Restaurant New Shanghaï
Rue de Montbrillant 90, 1202 Genève Suisse
Tél. 022 734 00 81

## TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS

Une carte gratuite d'une journée est habituellement disponible pour les clients des hôtels de Genève, pour l'accès aux transports publics (bus et trains). Les informations de transport sont disponibles sur le site www.tpg.ch.

## ASSISTANCE

Toute assistance peut être demandée au centre d'assistance (Help Desk). En cas d'urgence, une infirmerie se trouve au niveau -1 du centre de conférence international et est accessible durant la plate-forme mondiale.

> **!** Remarque : veuillez noter que le lundi 20 mai est un jour férié en Suisse.
> Les transports publics suivront donc l'horaire dominical et de nombreux magasins et restaurants seront fermés.

# RÉUNIONS DE CONSULTATION PRÉLIMINAIRES EN BREF

| Dimanche 19 mai | Heure | Salle | Niveau |
|---|---|---|---|
| Save the Children - Réunion préparatoire | 10 h 00 - 17 h 00 | 13 | Niveau 2 |
| Neuvième réunion du comité scientifique de l'IRDR (1re journée) | 10 h 00 - 17 h 00 | 14 | Niveau 2 |
| Oser les partenariats avec les collectivités, pour construire leur résilience | 10 h 00 - 18 h 00 | 7+8 | Niveau 2 |
| Gestion améliorée du risque sismique pour les gouvernements | 13 h 00 - 15 h 00 | 15 | Niveau -1 |
| Réunion de consultation des pays arabes (UNISDR) | 15 h 00 - 17 h 30 | 18 | Niveau -1 |

| Lundi 20 mai | Heure | Salle | Niveau |
|---|---|---|---|
| Réunion de consultation de l'ANASE (invitation exigée) | 09 h 00 - 10 h 30 | CCV Rhône | Bâtiment CCV |
| Partenariats avec le secteur privé pour la réduction des risques de catastrophe : réunion générale annuelle | 9 h 00 - 13 h 00 | CCV C | Bâtiment CCV |
| Réunion de consultation des réseaux scientifiques et techniques (invitation exigée) | 9 h 00 - 14 h 30 | 14 | Niveau 2 |
| Réseau TASW (Towards a Safer World) pour l'intervention en cas de pandémie | 9 h 00 - 15 h 00 | 3+4 | Niveau 0 |
| Neuvième réunion du comité scientifique de l'IRDR (2e journée) | 9 h 00 - 17 h 00 | CCV Arve | Bâtiment CCV |
| Gestion de l'information et des connaissances pour la réduction des risques de catastrophe (invitation exigée) | 9 h 00 - 18 h 00 | Atrium | Bâtiment CCV |
| Cadres normatifs efficaces pour la réduction des risques de catastrophe (invitation exigée) | 9 h 15 - 12 h 30 | CCVA | Bâtiment CCV |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - Plates-formes nationales | 10 h 00 - 13 h 00 | 18 | Niveau -1 |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - Collectivités | 10 h 00 - 13 h 00 | 13 | Niveau 2 |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - ONG et organisations de la société civile | 10 h 00 - 13 h 00 | 002 | Niveau 0 |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - OGI | 10 h 00 - 13 h 00 | CCV D | Bâtiment CCV |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - Maires | 10 h 00 - 13 h 00 | 7+8 | Niveau 2 |
| Législation et gouvernance pour la réduction des risques de catastrophe - Parlementaires | 10 h 00 - 12 h 30 | CCV B | Bâtiment CCV |
| Réunion du groupe de Copenhague de l'UNISDR (invitation exigée) | 11 h 00 - 13 h 00 | CCV, Council | Bâtiment CCV |
| La réduction des risques de catastrophe dans le cadre de l'agenda du développement post-2015 (consultation intergouvernementale) | 12 h 30 - 14 h 00 | CCV A | Bâtiment CCV |
| Lancement du Guide gouvernemental pour la résilience de l'enfance et de la jeunesse (invitation exigée) | 13 h 00 - 16 h 00 | 13 | Niveau 2 |
| Adaptation et réduction des risques de catastrophe : pour une approche cohérente du changement climatique (Norvège) | 13 h 15 - 14 h 45 | 2 | Niveau 0 |
| Réunion de consultation de la CDEMA (Caraïbes) (invitation exigée) | 14 h 00 - 15 h 00 | CCV E | Bâtiment CCV |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - Secteur privé | 14 h 00 - 15 h 00 | 18 | Niveau -1 |
| Réunion de consultation des plates-formes régionales asiatiques (invitation exigée) | 14 h 00 - 15 h 00 | CCV D | Bâtiment CCV |
| Séance d'information sur la région Asie-Pacifique (UNISDR) | 14 h 00 - 15 h 30 | 7+8 | Niveau 2 |

| Lundi 20 mai | Heure | Salle | Niveau |
|---|---|---|---|
| Puissance de la révision par des spécialistes – Perspective des gouvernements sur l'implémentation du CAH (UNISDR) | 14 h 00 - 15 h 30 | CCV Rhône | Bâtiment CCV |
| Plate-forme lusophone pour la réduction des risques de catastrophe | 14 h 00 - 15 h 30 | CCV, Council | Bâtiment CCV |
| Rôle des pays exposés à des aléas en matière d'intervention (Allemagne, Pologne, PNUD) | 14 h 00 - 17 h 00 | CCV A | Bâtiment CCV |
| Dialogue sur le programme d'évaluation de la résilience urbaine (ONU-Habitat) (invitation exigée) | 14 h 00 - 18 h 00 | CCV C | Bâtiment CCV |
| Réunion de consultation du CAPRADE (pays andins) (invitation exigée) | 15 h 00 - 16 h 00 | CCV E | Bâtiment CCV |
| Continuité des activités et simulation des crises | 15 h 00 - 17 h 00 | 18 | Niveau -1 |
| Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe - Synthèse des discussions des différents groupes | 15 h 00 - 17 h 30 | 3+4 | Niveau 0 |
| Plate-forme thématique sur l'intervention médicale d'urgence et la gestion des risques de catastrophe (OMS) | 15 h 00 - 18 h 00 | 14 | Niveau 2 |
| Réunion de consultation des délégués régionaux africains (UNISDR) | 15 h 30 - 17 h 00 | CCV Rhône | Bâtiment CCV |
| Réunion de consultation des pays BRICS | 15 h 30 - 17 h 00 | CCV, Council | Bâtiment CCV |
| Réunion de consultation du CEPREDENAC (Amérique centrale) (invitation exigée) | 16 h 00 - 17 h 00 | CCV E | Bâtiment CCV |
| Forum européen pour la réduction des risques de catastrophe (EFDRR) (invitation exigée) | 16 h 00 - 18 h 00 | 7+8 | Niveau 2 |
| Réunion de consultation pour le continent américain (UNISDR) | 17 h 00 - 18 h 30 | CCV Rhône | Bâtiment CCV |
| CATALYST : Capacity Development for Hazard Risk Reduction and Adaptation (invitation exigée) | 17 h 00 - 19 h 00 | CCV E | Bâtiment CCV |
| Table ronde centrafricaine sur le Plan d'action de Yaoundé (CEEAC, OCHA ROWCA/EPS) | 17 h 30 - 18 h 30 | CCV D | Bâtiment CCV |
| Transformer les risques en opportunités : généralisationde la gestion écosystémique, de la réduction des risques de catastrophe et des évaluations nationales uniformisées | 18 h 00 - 19 h 30 | 18 | Niveau -1 |

## PARTICIPER

**Troisième session de la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe. Crédits photo : UNISDR**

# PROGRAMME EN BREF

| Mardi 21 mai | Heure | Salle | Niveau |
|---|---|---|---|
| **Cérémonie d'ouverture** | 9 h 30 – 10 h 30 | 1 | Niveau 1 |
| **Séance plénière** Rôle du secteur privé dans la résilience des sociétés : les clés du succès | 10 h 30 – 12 h 30 | 1 | Niveau 1 |
| **Débat de haut niveau** (invitation exigée) | 10 h 40 – 12 h 30 | 5 | Niveau 3 |
| **Événements parallèles** (voir programme spécifique pour plus de détails) | 13 h 00 – 14 h 55 | | |
| **Déclarations officielles** | 15 h 00 – 18 h 00 | 1 | Niveau 1 |
| **Séance plénière informelle** Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2) | 15 h 00 – 18 h 00 | 2 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Renforcement des partenariats de réduction des risques de catastrophe pour les petits États insulaires en développement | 15 h 00 – 18 h 00 | 3 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Optimisation du financement de la gestion des risques de catastrophe | 15 h 00 – 16 h 30 | 4 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Du partage des risques aux bénéfices partagés : analyse de rentabilité de la réduction des risques de catastrophe | 16 h 45 – 18 h 15 | 4 | Niveau 0 |
| **Rapport d'évaluation mondial et globe Tangible Earth** : le risque en 3D | 18 h 15 - 18 h 35 | Restaurant | Niveau 1 |
| **Réception helvétique** | 18 h 35 – 20 h 00 | Restaurant | Niveau 1 |

| Mercredi 22 mai | Heure | Salle | Niveau |
|---|---|---|---|
| **Séance plénière** Résilience des collectivités : la pierre angulaire de nations résilientes | 9 h 00 – 11 h 00 | 2 | Niveau 0 |
| **Déclarations officielles** | 9 h 00 – 13 h 00 | 1 | Niveau 1 |
| **Événement spécial** Résilience à la sécheresse face au changement climatique | 11 h 15 – 12 h 45 | 2 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** CAH2 – Des femmes font la différence | 11 h 15 – 12 h 45 | 3 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Patrimoine et résilience | 11 h 15 – 12 h 45 | 4 | Niveau 0 |
| **Événements parallèles** (voir programme spécifique pour plus de détails) | 13 h 00 – 14 h 55 | | |
| **Séance plénière informelle** Cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2) | 15 h 00 – 18 h 00 | 2 | Niveau 0 |
| **Déclarations officielles** | 15 h 00 – 18 h 00 | 1 | Niveau 1 |
| **Événement spécial** Les sciences et technologies au service des politiques de réduction des risques de catastrophe et de leur implémentation | 15 h 00 – 16 h 30 | 3 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** La résilience au futur : enfance et réduction des risques de catastrophe | 15 h 00 – 16 h 30 | 4 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** L'impératif santé pour des collectivités plus sûres et résilientes | 16 h 45 – 18 h 15 | 3 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Rapport d'évaluation mondial 2013 : la nouvelle répartition des risques | 16 h 45 – 18 h 15 | 4 | Niveau 0 |
| **Cérémonie de remise du Sasakawa Award** | 18 h 30 – 19 h 15 | 2 | Niveau 0 |
| **Réception du Sasakawa Award** | 19 h 15 – 20 h 15 | Restaurant | Niveau 1 |

# DEBATTRE

**Troisième session de la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe.**
**Crédits photo : UNISDR**

| Jeudi 23 mai | Heure | Salle | Niveau |
|---|---|---|---|
| **Séance plénière** Gouvernements et réduction des risques de catastrophe : un engagement durable | 9 h 00 – 11 h 00 | 2 | Niveau 0 |
| **Déclarations officielles** | 9 h 00 – 13 h 00 | 1 | Niveau 1 |
| **Événement spécial** Redressement et construction de la résilience à l'issue de catastrophes | 11 h 15 – 12 h 45 | 2 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Intégrer la résilience dans la planification et les investissements urbains | 11 h 15 – 12 h 45 | 3 | Niveau 0 |
| **Événement spécial** Normes de gestion des risques de catastrophe pour les entreprises et les citoyens | 11 h 15 – 12 h 45 | 4 | Niveau 0 |
| **Événements parallèles** (voir programme spécifique pour plus de détails) | 13 h 00 – 14 h 55 | | |
| **Séance plénière de clôture et synthèse du président** | 15 h 00 – 16 h 30 | 1 | Niveau 1 |
| **Cérémonie de clôture** | 16 h 30 – 17 h 00 | 1 | Niveau 1 |

| Vendredi 24 mai | Heure | Site |
|---|---|---|
| **Visites de terrain** (organisées par le gouvernement helvétique) | 8 h 00 - 18 h 00 | Vallée du Rhône |

**DIALOGUE DE HAUT NIVEAU** (INVITATION EXIGÉE)

# ANTICIPER LA VAGUE POUR OUVRIR LA VOIE DE LA RÉSILIENCE

Organisé par : UNISDR

Exclusivement sur invitation - La participation de chefs d'État, de ministres en charge de secteurs prépondérants et de PDG à cette quatrième session de la plate-forme mondiale constitue une rare opportunité pour initier de nouvelles actions ambitieuses en vue de la création de collectivités et de nations résilientes. Le leadership est un élément essentiel de la gouvernance des risques et l'heure de passer à l'action est aujourd'hui venue pour les décisionnaires. Les pertes économiques engendrées par les catastrophes ne cessent de s'accumuler, et leurs impacts sur les ménages, les entreprises et les économies nationales aux quatre coins du monde n'est que trop clair. Dans le même temps, nous en apprenons toujours plus concernant les facteurs de risque qui entrent en jeu. Des investissements publics et privés réalisés dans un objectif de croissance et de développement négligent de prendre les risques de catastrophe en considération. Ils engendrent des infrastructures vulnérables, des pertes d'emploi et la destruction d'installations médicales et d'établissements d'enseignement, avec des répercussions néfastes à long terme pour le développement socio-économique.

Ce dialogue de haut niveau intervient au meilleures moments à propos alors que gouvernements, municipalités, citoyens et secteur privé travaillent avec divers partenaires à la conception d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2), capable de radicalement renforcer les moyens de prévenir et réduire les risques de catastrophe, ainsi que de construire la résilience face à des risques inédits et complexes.

Les décisionnaires participant à ce dialogue de haut niveau sont invités à proposer des actions ambitieuses visant à garantir la promotion d'une réponse globale et intégrée à ces défis à l'échelon national et international. Ils sont également invités à proposer de nouvelles initiatives clés aux fins de la réduction des risques de catastrophe dans des domaines concrets où les résultats sont mesurables, qui favorisent une gouvernance des risques collaborative et qui bénéficient aux collectivités et aux nations en termes socio-économiques.

MARDI
21 mai 2013
10:40 - 12:30
Salle 5

Projections du niveau de la mer à Cottesloe Beach, Perth, Australie-Occidentale
Crédits photo: Creative Commons

# CADRE D'ACTION POST-2015 POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE (CAH2)

Organisé par : UNISDR

La construction de la résilience des collectivités et des nations face aux catastrophes constituait l'objectif fondamental fixé par les gouvernements au travers du Cadre d'action de Hyogo (2005-2015). La résolution 67/209 de l'Assemblée générale des Nations Unies invite l'UNISDR à favoriser le développement d'un cadre d'action post-2015 (CAH2) pour la réduction des risques de catastrophe, au travers d'un processus global, inclusif et efficace.

À cet égard, cette quatrième session de la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe constitue un jalon essentiel : elle se doit d'éclairer l'agenda post-2015 pour le développement ainsi que la concrétisation des engagements de la conférence Rio+20 pour le développement durable.

Les sessions plénières informelles permettront à l'ensemble des intervenants d'échanger et d'étayer leurs visions, ainsi que d'identifier les questions à approfondir pour le développement effectif d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2). Ces sessions plénières informelles laisseront la place à un dialogue ouvert et à bâtons rompus.

Elles s'appuieront sur le rapport de synthèse des consultations similaires menées entre mars 2012 et mars 2013 (CAH2), ainsi que sur un rapport de synthèse du cycle d'évaluation 2011-2013 du CAH.

Les éléments dégagés lors des consultations thématiques du lundi 20 mai viendront élargir les perspectives et alimenter le débat.

Les résultats des débats des séances plénières informelles viendront à leur tour alimenter la synthèse du président, et un rapport résumera les conclusions des consultations de cette plate-forme mondiale afférentes au CAH2.

**MARDI**
21 mai 2013
15:00 - 18:00
Salle 2

**MERCREDI**
22 mai 2013
15:00 - 18:00
Salle 2

# RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA RÉSILIENCE DES SOCIÉTÉS : LES CLÉS DU SUCCÈS

Organisé par : UNISDR - Comité consultatif pour le secteur privé et groupe de travail sur les partenariats public-privé en matière de réduction des risques de catastrophe

Suite à l'élargissement rapide de l'exposition des actifs industriels et privés aux catastrophes, les pertes économiques annuelles dépassent aujourd'hui la barre des 100 milliards de dollars américains. D'ici 2030, plus de 200 000 milliards de dollars américains seront investis dans des infrastructures urbaines à l'échelle mondiale, dont 85 % proviendront du secteur privé. Les partenariats public-privé sont appelés à jouer un rôle critique dans la résilience de ces investissements. Quant à l'ensemble des investissements internationaux, tous secteurs confondus, les entreprises privées y représentent environ 80 %. Qu'il s'agisse des multinationales, des PME ou des petites entreprises, celles-ci nous fournissent des services de transport, de distribution d'eau et d'électricité, ou encore de construction de bureaux et d'habitations. Elles créent également des actifs immatériels, par exemple, des procédures d'exploitation, des systèmes d'information et des interfaces.

Cette séance plénière représentera la notion d'investissement résilient au travers d'études de cas couvrant des partenariats innovants menés à San Francisco (États-Unis), pour le métro de Manille (Philippines) et à Séndaï (Japon). Ces exemples illustrent des collaborations entre entreprises ainsi qu'entre secteur public et privé, et permettront d'exposer des méthodologies et outils de référence ainsi que le rôle de la législation (par exemple, les normes de construction) et des incitations (taxes allégées, permis). Ils serviront de base à la discussion des moyens permettant d'intégrer les risques climatiques et de catastrophe dans la planification des investissements et les décisions du secteur privé.

Cette séance plénière tendra à dégager les opportunités et défis associés aux investissements résilients, en vue des consultations afférentes au cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

MARDI
21 mai 2013
10:30 - 12:30
Salle 1

**Marée haute à Venise (Italie)**
**Crédits photo : Creative Commons**

SEANCE PLENIERE

# RÉSILIENCE DES COLLECTIVITÉS : LA PIERRE ANGULAIRE DE NATIONS RÉSILIENTES

Organisé par : Community Practitioners Platform for Resilience (plate-forme d'intervenants de terrain pour la résilience), Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction (Royaume-Uni, réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe)

L'un des principaux enseignements tirés de l'analyse de la problématique de la réduction des risques de catastrophe est l'évidente nécessité d'une action auprès des collectivités, afin d'engager ces dernières dans la construction de la résilience. Les populations même qui font les frais des catastrophes – hommes et femmes, enfants et adolescents, exploitants et travailleurs agricoles, petits et moyens entrepreneurs – possèdent néanmoins des ressources uniques pour la construction de la résilience. À ce titre, les collectivités constituent la plus importante ressource inexploitée dans le cadre des efforts nationaux de réduction des risques. Le besoin rend créatif : la diversité de ces communautés favorise l'innovation, par exemple afin de faire face à des environnements difficiles tels que ceux qui existent dans les métropoles les plus denses de la planète.

L'action de réduction des risques de catastrophe au niveau des collectivités s'appuie sur la sensibilisation aux risques locaux car c'est au niveau même de l'individu et des organisations locales que doit naître le changement permettant de leur garantir un caractère légitime et durable. Des points d'entrée clés en vue d'une coopération existent fréquemment dans des domaines d'intérêt collectif tels que l'emploi, le logement, l'enseignement et les infrastructures, et qui présentent des vulnérabilités face aux catastrophes. Partout dans le monde, des collectivités innovent et testent déjà des solutions pour un développement plus résilient. Afin de garantir la durabilité et la généralisation de ces solutions, une collaboration entre municipalités et gouvernement est toutefois nécessaire, ainsi qu'avec les ONG et le secteur privé, pour aboutir à de véritables stratégies de réduction des risques « éclairées par la base », c'est-à-dire par les collectivités.

Cette séance plénière abordera des approches concrètes centrées sur les populations, qui s'efforcent d'élargir les progrès réalisés dans la réduction des risques de catastrophe. Elle stimulera un dialogue autour des principes susceptibles de sous-tendre le CAH2 et favorisera une réflexion renouvelée concernant le type d'environnement favorable à une meilleure collaboration avec les collectivités, entre les collectivités et au sein de ces dernières, pour réduire fondamentalement les risques de catastrophe.

MERCREDI
22 mai 2013
09:00 - 11:00
Salle 2

**Exercice de simulation d'urgence avec des élèves**
**Crédits photo : UNISDR**

SEANCE PLENIERE

# GOUVERNEMENTS ET RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE : UN ENGAGEMENT DURABLE

Organisé par : UNISDR

L'examen à mi-parcours 2011 du Cadre d'action de Hyogo (CAH) a souligné l'important élan politique suscité par son implémentation depuis 2005, tant à l'échelle nationale qu'internationale, de même que des actions de réduction des risques de catastrophe centrées sur la résilience. De nombreux progrès sont rapportés par les gouvernements en matière d'application du CAH, par exemple, l'adoption de lois pour la gestion des risques de catastrophe, la mise en place de plates-formes ou d'organes de coordination et l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes d'enseignement.

Le résultat le plus positif est représenter par la baisse du risque de mortalité, du moins dans le cas des catastrophes météorologiques. Les pertes économiques demeurent néanmoins astronomiques dans le cas d'événements extrêmes tels que le « super ouragan » Sandy qui a frappé la côte Est des États-Unis, le tsunami de Tōhoku au Japon, les récoltes déficitaires en Afrique ou encore les inondations dans la région de Bangkok en Thaïlande, qui engendrent, au-delà de leurs impacts directs, des répercussions économiques et sociales par-delà les frontières. Par ailleurs, le fossé entre les politiques et leur mise en œuvre demeure important, et les responsabilités restent mal identifiées. Un fossé notable existe également entre les ressources affectées à la réduction des risques de catastrophe à l'échelon national et local.

Bien que de nombreux gouvernements reconnaissent la nécessité d'une action locale de réduction des risques de catastrophe, ceux-ci joignent rarement le geste à la parole en allouant concrètement des ressources aux municipalités ou à d'autres subdivisions administratives. En outre, si des budgets sont d'aventure dégagés, peu de municipalités possèdent les moyens requis pour mettre en œuvre leur planification et leur exécution.

Cette séance plénière vise à déterminer les mesures capables de renforcer et d'élargir la prise en compte politique de la réduction des risques de catastrophe et à identifier les priorités à inclure dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

JEUDI
23 mai 2013
09:00 - 11:00
Salle 2

**Le Secrétaire général de l'ONU honore le président indonésien en qualité de premier défenseur international de la réduction des risques de catastrophe.**
**Crédits photo : ONU / Mark Garten**

# RENFORCEMENT DES PARTENARIATS DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE POUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Organisé par : Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies (UN-OHRLLS), UNISDR

Les petits États insulaires en développement sont fortement exposés aux aléas, tant d'origine naturelle que liés à l'activité humaine. Leurs expériences préfigurent fréquemment les problématiques auxquelles d'autres pays sont susceptibles de se trouver confrontés à l'avenir. La vulnérabilité de ces petits États insulaires face aux impacts destructeurs des catastrophes affecte gravement leur développement. Ceux-ci ont certes réalisé de grands pas dans l'implémentation de mesures de réduction des risques, mais des efforts supplémentaires sont encore requis de leur part ainsi que de leurs partenaires au développement afin de réduire les pertes dues aux catastrophes et implémenter des cadres d'action nationaux, régionaux et mondiaux, notamment le Cadre d'action de Hyogo et son successeur.

Cet événement spécial visera l'action sur des problématiques critiques telles que le développement des moyens, la gestion des risques de catastrophe, l'enseignement, les mesures d'adaptation, les connaissances traditionnelles et la limitation des impacts du changement climatique afin de renforcer la résilience des petits États insulaires en développement face aux catastrophes. L'événement fera directement intervenir les dirigeants et experts de certains des pays les plus vulnérables du monde, avec pour objectif commun de renforcer la résilience des petits États insulaires en développement.

Les discussions informeront également la préparation de la Troisième conférence internationale sur les petits États insulaires en développement prévue en 2014 et viendront spécifiquement éclairer la réflexion portant sur l'agenda pour le développement post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe dans ces pays particulièrement vulnérables.

MARDI
21 mai 2013
15:00 - 18:00
Salle 3

**Bateau de pêche dans l'océan Pacifique**
**Crédits photo : ONU / Martine Perret**

# OPTIMISATION DU FINANCEMENT DE LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Organisé par : Banque mondiale, GFDRR (Global Facility for Disaster Reduction & Recovery, ou partenariat mondial pour la prévention des catastrophes et le redressement), UNISDR.

Les risques de pertes économiques dues aux catastrophes sont en hausse. Bien que les catastrophes puissent avoir d'énormes conséquences budgétaires pour les gouvernements, l'investissement dans la réduction des risques reste insuffisant et la préparation financière est, pour ainsi dire, inexistante. Pourtant, lorsque les risques de catastrophe sont reconnus comme endogènes au développement économique, un large éventail de politiques raisonnées en fonction de ces risques peut être intégré à la planification des finances nationales. C'est pourquoi l'évaluation de l'exposition financière nationale aux catastrophes et de leurs impacts sur les finances publiques suscite un intérêt croissant dans le monde, afin de mieux informer la prise de décision et d'optimiser les investissements tout au long du cycle de gestion des risques de catastrophe. L'évaluation financière des risques de catastrophe permet d'en identifier les coûts, et d'analyser ainsi de façon plus systématique les différentes stratégies de limitation, de rétention ou de transfert des risques en comparant leurs coûts et avantages respectifs. Ceci doit permettre de déboucher sur des décisions mieux informées de la part des décisionnaires politiques oeuvrant au renforcement de la résilience.

Les gouvernements consentent d'importants efforts aux fins de la modernisation de leurs stratégies de financement de la gestion des risques de catastrophe, en s'appuyant sur la compréhension de leurs coûts prévisibles spécifiques et du profil financier des risques de catastrophe qu'ils supportent. Dans ce contexte et sachant qu'entreprises et gouvernements reconnaissent de plus en plus l'influence critique des risques de catastrophe sur leur durabilité et leur compétitivité, cet événement spécial fera intervenir des gouvernements et des institutions mondiales de premier plan afin de débattre d'un financement public plus efficace de la gestion des risques de catastrophe.

Il explorera plus spécifiquement les informations requises pour des décisions éclairées en matière de financement de la gestion des risques de catastrophe. Il se penchera également sur des prérequis tels que l'évaluation des risques financiers et la mise en place de cadres de référence pour l'optimisation des investissements publics dans la réduction et le financement des risques dans divers contextes. Cette consultation examinera comment les gouvernements peuvent favoriser et gérer des investissements privés raisonnés en fonction des risques afin de compléter le financement public de la gestion des risques de catastrophe.

MARDI
21 mai 2013
15:00 - 16:30
Salle 4

**Evaluation aérienne des dégata à Talca et Concepcion après le séisme du 28 février 2010. Chile**
**Crédits photo : IFRC**

# DU PARTAGE DES RISQUES AUX BÉNÉFICES PARTAGÉS : ANALYSE DE RENTABILITÉ DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Organisé par : PricewaterhouseCoopers, UNISDR (Comité consultatif pour le secteur privé)

Les grandes entreprises sont de plus en plus exposées aux catastrophes naturelles et aux « super catastrophes ». Leurs chaînes de valeur sont non seulement de plus en plus exposées, mais elles créent également de nouvelles vulnérabilités. À ce jour, très peu d'entreprises considèrent les risques de catastrophe comme critiques. Dans le même temps, les gouvernements éprouvent des difficultés à créer des incitations adéquates afin de favoriser des investissements qui intègrent les risques de catastrophe et la résilience.

Dans ce contexte, PricewaterhouseCoopers et l'ONU ont identifié la nécessité d'une gestion plus efficace des risques de catastrophe, dans le cadre de partenariats public-privé. Toutes deux ont donc unis leurs forces pour développer une plate-forme et un processus favorisant une collaboration durable au sein du secteur privé ainsi qu'entre entités publiques et privées. La phase pilote du projet lancée en 2012 a révélé un solide intérêt des entreprises pour des échanges constructifs, des outils pertinents, des informations pratiques et la création de liens avec le secteur public.

Cet événement spécial fera intervenir des cadres supérieurs et des représentants de gouvernements nationaux, qui partageront leurs perspectives concernant la gestion des risques de catastrophe dans le cadre de partenariats public-privé. Les méthodologies de gestion des risques de certaines des plus grandes entreprises du monde seront présentées, ainsi que des partenariats public-privé pour la réduction des risques de catastrophe. Cet événement spécial offrira également le point de départ d'une nouvelle initiative de gestion des risques de catastrophe dans le cadre de partenariats public-privé pour l'horizon 2015.

MARDI
21 mai 2013
16:45 - 18:15
Salle 4

**Inondations records à Bangkok. Thaïlande**
**Crédits photo : UNISDR/ Brigitte Leoni**

# RÉSILIENCE À LA SÉCHERESSE DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Organisé par : FAO, UNCCD (United Nations Convention to Combat Desertification ou CNULCD, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification), OMM, Save the Children

La quantification des risques de sécheresse reste un défi pour les pays concernés, tout comme la mise en place des politiques et mesures requises afin de réduire les risques à plus long terme. Par ailleurs, selon le rapport spécial sur les événements extrêmes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC - Rapport SREX 2012), le changement climatique accroît la variabilité de l'accès à l'eau et des températures, et peut conduire à la dégradation des terres et à une baisse de la production agricole.

Cet événement spécial dressera un bilan de la rencontre de haut niveau sur les politiques nationales de lutte contre la sécheresse (HMNDP, High Level Meeting on National Drought Policies) organisée du 11 au 15 mars 2013, sur la base d'interventions d'experts qui exposeront leurs expériences nationales et les politiques de lutte contre la sécheresse qui fonctionnent ainsi que les défis rencontrés dans leur application.

Les perspectives de gouvernements et d'organisations régionales, principalement en provenance d'Afrique, contribueront à la formulation de recommandations pour le développement plus large des politiques, des investissements et des moyens visant la gestion des risques de sécheresse au niveau national dans le contexte du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

MERCREDI
22 mai 2013
11:15 - 12:45
Salle 2

**Dunes non loin de Sousevlei (Namibie)**
**Crédits photo : ONU / John Isaac**

# CAH2 - LES FEMMES FONT LA DIFFÉRENCE

Organisé par : ONU Femmes, Commission Huairou (Groots), UNISDR

Hommes et femmes devraient assumer à parts égales la responsabilité de la prévention et de la limitation des catastrophes, ainsi que le redressement ultérieur. Pourtant, les contributions des femmes, des adolescentes et des fillettes au sein des collectivités demeurent largement ignorées dans le cadre des prises de décision des gouvernements, du secteur privé et des divers intervenants. Dans le même temps, les données qui permettraient de déterminer le véritable coût socio-économique des catastrophes pour les femmes sont insuffisantes. Le cycle d'évaluation 2009-2011 du CAH indique ainsi que 62 pays sur 70 participants ne collectent aucune information spécifique sur la vulnérabilité des femmes et les moyens dont elles disposent (ce type d'information n'est pas ventilé selon le sexe).

Afin de promouvoir le rôle des femmes, l'UNISDR s'est adjoint un réseau d'ambassadrices. Nombre d'entre elles occupent des postes politiques ou d'encadrement. Il s'agit notamment de maires et de parlementaires, qui œuvrent au renforcement de la résilience face aux catastrophes. Cet événement spécial explorera sous différents angles le rôle des femmes comme agents du changement, avec les objectifs suivants :

- Examiner la non-prise en compte des disparités entre les sexes par les gouvernements et le secteur privé dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe. Quelles synergies font défaut et pourquoi ?

- Présenter les stratégies efficaces afin d'accroître la participation des femmes dans les processus de prise de décision.

- Illustrer comment une perspective prenant en compte les disparités entre les sexes peut transformer les approches de la réduction des risques de catastrophe et concourir à la résilience globale en matière de sécurité alimentaire, de sécurité, d'intervention et de protection environnementale.

- Identifier des stratégies garantissant que les disparités entre les sexes et la condition des femmes soient au centre des décisions visant la réduction des risques de catastrophe et soient prises en compte dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

MERCREDI
22 mai 2013
11:15 - 12:45
Salle 3

**Mme Connie Hedegaard, commissaire européenne chargée de l'action pour le climat, lors du lancement européen du rapport spécial du GIEC**
**Crédits photo : Photos GIEC / David Plas**

# PATRIMOINE ET RÉSILIENCE

Organisé par : Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, ICOMOS-ICORP (International Committee on Risk Preparedness of the International Council on Monuments and Sites - Comité international sur les moyens d'intervention du Conseil international des monuments et des sites), ICCROM (International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property - Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels)

Les catastrophes naturelles ou résultant de l'activité humaine peuvent avoir des conséquences tragiques pour les collectivités. Elles causent des dégâts matériels, perturbent les structures socio-économiques et peuvent parfois être fatales. La détérioration grandissante du patrimoine historique et culturel due aux catastrophes est un aspect souvent négligé de la problématique. Elle va au-delà des dégâts matériels et représente un préjudice non quantifiable pour les sociétés concernées et trop souvent ignoré ou peu pris en charge.

La perte d'éléments du patrimoine peut avoir d'autres impacts négatifs sur les populations. Elles revêtent tout d'abord une signification culturelle : elles informent sur le passé, constituent un symbole d'identité, sont une source de fierté collective et créent un sentiment d'appartenance. Elles présentent également une valeur socio-économique pour la collectivité, notamment en relation avec le tourisme.

Même si elle peut paraître négligeable en cas de catastrophe, alors que toute l'attention se porte sur les opérations de secours et la préservation des biens, la dégradation potentielle du patrimoine représente plus qu'un simple coût. Le patrimoine constitue en effet une ressource essentielle qui contribue à renforcer la résilience des collectivités, avant et après la survenance d'une catastrophe.

Cet événement spécial présentera les engagements pris par des gouvernements, des municipalités, des ONG, des organisations internationales et des acteurs du secteur privé afin d'informer et de faire progresser la coopération en matière de protection du patrimoine, qui constitue une ressource fondamentale pour le bien-être des collectivités et un atout favorisant la résilience des générations futures.

MERCREDI
22 mai 2013
11:15 - 12:45
Salle 4

**Patrimoine culturel à Venise (Italie)**
**Crédits photo : Creative Commons**

# LES SCIENCES ET TECHNOLOGIES AU SERVICE DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET DE LEUR MISE EN OEUVRE

Organisé par : UNISDR (Comité consultatif scientifique et technique)

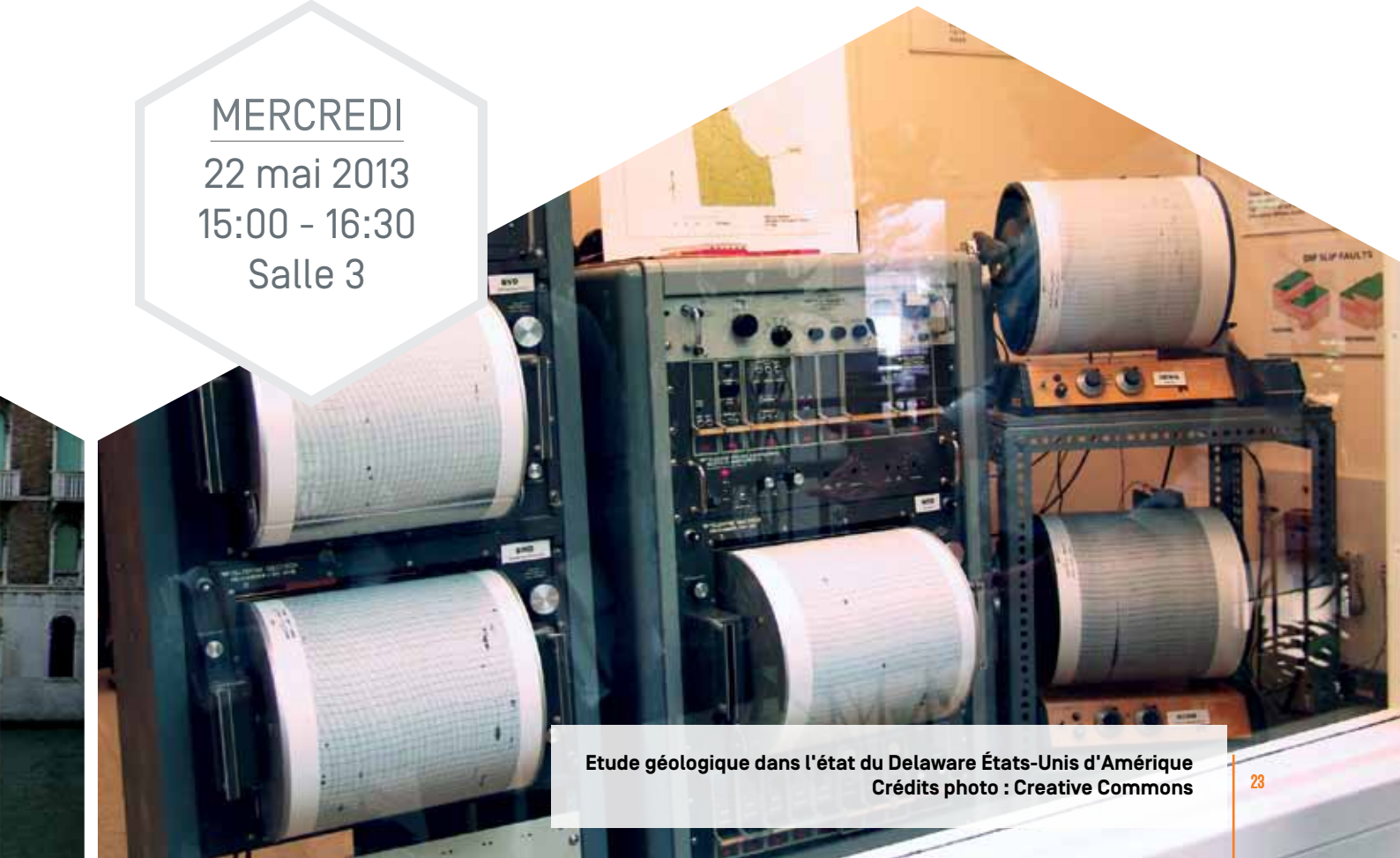
Cet événement spécial permettra à des scientifiques et des décisionnaires politiques d'examiner comment améliorer l'intégration des connaissances et du savoir-faire scientifiques dans le développement des politiques, les prises de décisions et les programmes, en particulier au niveau gouvernemental.

Les sciences ont permis de mieux comprendre les aléas et les risques, et de créer de nouvelles perspectives et méthodes aux fins de la réduction des risques et de la construction de la résilience. Toutefois, pour véritablement aboutir à des politiques et programmes concrets de réduction des risques de catastrophe bénéficiant d'échanges de haut niveau entre la communauté scientifique et les décisionnaires politiques, la coopération, la confiance mutuelle et les moyens doivent encore être renforcés.

Mais comment passer de la théorie à la pratique pour concrètement réduire les risques pour la vie des populations et leurs moyens de subsistance ?

Cet événement spécial visera à identifier des coopérations efficaces entre scientifiques et décisionnaires politiques. Plus précisément, il cherchera à mieux comprendre les relations entre les sciences, les politiques et la pratique de la réduction des risques de catastrophe, afin d'identifier des leviers permettant de renforcer la coopération. L'objectif essentiel sera d'identifier les domaines prioritaires où les connaissances scientifiques doivent être intégrées aux politiques et à la pratique de la réduction des risques de catastrophe, qui devront être pris en compte dans l'élaboration du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe.

MERCREDI
22 mai 2013
15:00 - 16:30
Salle 3



**Etude géologique dans l'état du Delaware États-Unis d'Amérique**
**Crédits photo : Creative Commons**

# LA RÉSILIENCE AU FUTUR : LES ENFANTS ET LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Organisé par : Plan International, Save the Children International, UNICEF, UNISDR, World Vision International

Cette session interactive permettra à des enfants de s'exprimer, afin de réfléchir avec eux à la réduction des risques de catastrophe. L'objectif consistera ici à dégager des priorités de réduction des risques de catastrophe pertinentes pour l'enfance, aujourd'hui et à l'avenir, ainsi que les méthodes de collaboration à privilégier, au travers d'un dialogue constructif entre des enfants issus d'environnements exposés à des aléas et divers intervenants et décisionnaires représentant des gouvernements, des donateurs et des organisations internationales.

La Charte des enfants pour la réduction des risques de catastrophe et la Table ronde des enfants de l'édition 2011 de la plate-forme mondiale ont déjà tracé les grandes lignes, selon les recommandations des enfants, des actions requises pour réduire les risques de catastrophe. Cette session de suivi se concentrera sur la mise en œuvre concrète de ces actions, en présentant des exemples de réussites en ce sens.

Cette session vise la formulation par les enfants de recommandations et de priorités à intégrer dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2), ainsi que l'identification de moyens permettant de renforcer l'implication des enfants dans les divers processus d'ici à 2015 et de garantir leur participation en tant que groupe d'intervenants prioritaire et actif dans le cadre du CHA2.

MERCREDI
22 mai 2013
15:00 - 16:30
Salle 4

**Enfants d'un village de pêcheurs Indonésie**
**Crédits photo : Fadil Basymeleh**

# L'IMPÉRATIF DE SANTÉ POUR DES COLLECTIVITÉS PLUS SÛRES ET PLUS RÉSILIENTES

Organisé par : CBM, Public Health England, UNICEF, OMS, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)

La santé publique constitue une préoccupation centrale pour toutes les collectivités, en particulier celles exposées à des risques de catastrophes. Le nombre de décès, de blessés, de malades et de personnes handicapées ainsi que d'autres problèmes médicaux est révélateur de l'impact des catastrophes sur les collectivités et de l'efficacité des actions collectives de réduction des risques avant, pendant et après les situations d'urgence.

La santé publique, tout comme la réduction des risques de catastrophe, est une responsabilité partagée. La protection de la santé publique est au cœur des efforts de réduction des risques consentis dans tous les secteurs. Les actions locales de réduction des risques, des systèmes médicaux résilients au niveau des collectivités jusqu'au niveau national, le renforcement des moyens tous secteurs confondus pour la gestion des urgences et des risques de catastrophe, et l'implémentation du Règlement sanitaire international (2005) sont des ingrédients nécessaires pour la sécurité et la santé des collectivités.

Des ministres de la santé, des leaders de la réduction des risques de catastrophe issus de divers secteurs, des organisations et des intervenants travaillant avec les personnes handicapées et l'OMS se réuniront afin de partager leurs expériences, leurs projets et leurs visions en vue d'aboutir à une gestion des risques de catastrophe et des urgences qui intègre la santé publique et couvre tous les aléas et secteurs. Des Notes d'orientation pour le secteur médical sur le handicap et les situations d'urgence seront lancées afin d'attirer l'attention sur les problématiques critiques qui affectent les collectivités et sur la pratique future de la réduction des risques de catastrophe.

L'avenir de la santé publique restera compromis à défaut d'actions multisectorielles centrées sur celle-ci et visant à gérer les risques liés aux situations d'urgence et aux catastrophes. Les intervenants établiront un dialogue avec les participants, afin d'examiner comment accorder une place prépondérante à la santé publique au sein du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2) et de l'agenda post-2015 pour le développement, afin de préserver la sécurité et la santé publique et soutenir le développement durable dans tous les secteurs.

MERCREDI
22 mai 2013
16:45 - 18:15
Salle 3

**Séisme sud-asiatique de 2005**
**Crédits photo : OMS / Chris Black**

# RAPPORT D'ÉVALUATION MONDIAL 2013 : LA NOUVELLE RÉPARTITION DES RISQUES

Organisé par : International Centre for Numerical Methods in Engineering, Lincoln University, Florida International University, PricewaterhouseCoopers, Save the Children, The Blended Capital Group, PNUD, UNISDR

Le Rapport d'Evaluation Mondial sur la Réduction des Risques de Catastrophe est la principale publication de l'ONU couvrant les risques de catastrophe mondiaux et leur gestion. La troisième édition de cette publication biennale, intitulée « Du partage des risques aux bénéfices partagés : analyse de rentabilité de la réduction des risques de catastrophe », présente de nouveaux éléments illustrant comment la transformation subie par l'économie mondiale au cours des 40 dernières années a conduit à une augmentation rapide des risques de catastrophe affectant les entreprises et la société, dans les pays à faibles et moyens revenus mais aussi dans les pays à revenus élevés.

Cet événement spécial permettra à chacun d'en apprendre plus sur le travail mené afin d'aboutir au Rapport d'Evaluation Mondial et d'envisager les applications de ses principaux résultats. Le nouveau modèle probabiliste des risques mondiaux utilisé dans le cadre du Rapport d'Evaluation Mondial sera présenté et discuté, de même que les données et méthodologies uniques employées pour la mesure des pertes dues aux catastrophes, des risques économiques et de la résilience, les résultats du cycle d'évaluation 2011-2013 du Cadre d'action de Hyogo, et les nouvelles conclusions sur le rôle des entreprises dans la réduction des risques de catastrophe et les partenariats public-privé en vue d'une gestion efficace des risques de catastrophe.

Un panel constitué d'auteurs éminents et de contributeurs clés ayant participé à l'élaboration du rapport et de la consultation permettra une séance approfondie de questions-réponses. Les participants seront invités à débattre activement des risques mondiaux et des efforts actuels de réduction des risques, afin d'identifier des opportunités d'investissements résilients pour les secteurs public et privé, ainsi que des initiatives adéquates dans ce domaine.

GAR

Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction

2013

MERCREDI
21 mai 2013
16:45 - 18:15
Salle 4

# REDRESSEMENT ET CONSTRUCTION DE LA RÉSILIENCE À L'ISSUE DE CATASTROPHES

Organisé par : Banque mondiale (GFDRR) et PNUD-BCPR, en partenariat avec l'Union européenne

Cet événement spécial est co-organisé par la Banque mondiale (GFDRR) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-BCPR), en partenariat avec l'Union Européenne et plusieurs gouvernements.

Les objectifs visés sont (a) le partage par les gouvernements de méthodologies de référence et d'enseignements tirés de leurs expériences en matière de redressement à l'issue de catastrophes et (b) la présentation par les partenaires internationaux au développement des notes d'orientation et produits actuels et à venir pour l'évaluation des catastrophes et la planification du redressement. Dans le cadre de cet événement spécial, des études de cas couvrant le redressement à l'issue de catastrophes seront présentées par les gouvernements du Japon, d'Indonésie et du Pakistan. Le Guide d'évaluation des besoins à l'issue d'une catastrophe (PDNA Guide, Post-Disaster Needs Assessment Guide) sera également lancé, et les intervenants des secteurs public et privé ainsi que de la société civile s'exprimeront en vue de la préparation du Guide de référence pour le redressement à l'issue d'une catastrophe (DRF Guide, Disaster Recovery Framework Guide). Un groupe d'experts discutera des différentes facettes de la planification du redressement à l'issue d'une catastrophe ainsi que de l'institutionnalisation des méthodologies de référence en la matière. Les participants commenteront les études de cas nationales présentées ainsi que les étapes ultérieures permettant de finaliser et diffuser les produits d'évaluation des catastrophes et de planification du redressement présentés durant la session.

L'objectif est d'uniformiser les approches et de développer les compétences nationales pour l'application de processus, de systèmes et de normes de référence capables (a) d'informer les politiques et programmes de redressement, (b) d'assurer un redressement inclusif et équitable, et (c) d'encourager la réduction des risques à long terme et la résilience dans le redressement.

JEUDI
23 mai 2013
11:15 - 12:45
Salle 2

**Ouvrier d'un chantier de construction à Port-au-Prince après le séisme du 12 janvier 2010 (Haïti) Crédits photo : ONU / Logan Abassi**

# INTÉGRER LA RÉSILIENCE DANS LA PLANIFICATION ET LES INVESTISSEMENTS URBAINS

Organisé par : UNISDR, ONU-HABITAT

L'un des facteurs majeurs définissant la résilience d'une zone urbaine est l'exposition des populations et des actifs à différents aléas et risques. Compte tenu de la densité plus élevée des populations et des activités économiques dans une telle zone, l'emplacement de cette dernière est un critère essentiel. Afin de prendre ces éléments en compte, une gestion et une conception urbanistiques fiables sont primordiales. Mais comment s'assurer du respect de principes urbanistiques réduisant les risques par les concepteurs de politiques, les responsables publics, les urbanistes et les promoteurs ? Quelles incitations peuvent contribuer à une meilleure planification de la résilience ?

La planification exige une vision, la participation des intervenants, ainsi que des connaissances et des informations adéquates concernant les risques actuels et futurs. Une implémentation de cette planification assurant la sécurité et les services élémentaires requis pour l'ensemble des résidents urbains exige un leadership politique et des décisions adéquates. Il s'agit de l'un des défis majeurs actuellement posés par la rapide urbanisation observée aux quatre coins du monde.

Cet événement spécial vise à explorer le fossé qui existe entre, d'une part, les solutions techniques permettant une gestion et une conception urbanistiques fiables et, d'autre part, les décisions politiques et la gouvernance, au travers de la présentation des expériences de municipalités, d'agents urbanistiques et de promoteurs privés.

JEUDI
23 mai 2013
11:15 - 12:45
Salle 3

**Heure d'affluence au célèbre carrefour de Shibuya dans le centre-ville de Tokyo Japon**
**Crédits photo : Creative Commons**

# NORMES DE GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE POUR LES ENTREPRISES ET LES CITOYENS

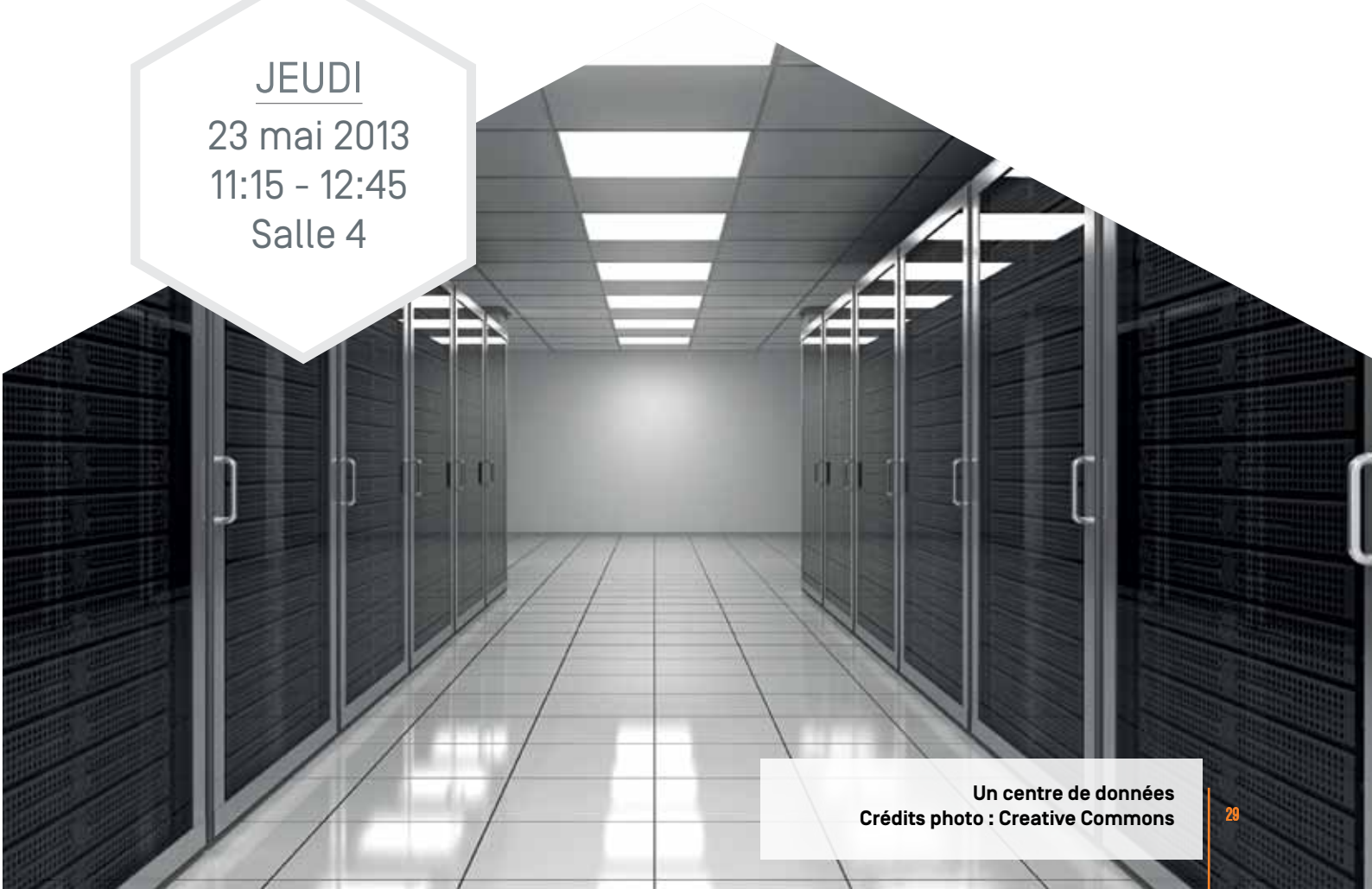
Organisé par : CEE-ONU (Commission économique pour l'Europe des Nations Unies), INTOSAI (International Organization of Supreme Audit Institutions - Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques), UNISDR

La nécessité de développer des normes et des indicateurs plus solides pour la mesure de l'efficacité de la réduction des risques de catastrophe ressort clairement dans la perspective d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

Cet événement spécial examinera comment des normes et consignes de gestion des risques de catastrophe permettent aux gouvernements et aux entreprises d'identifier les systèmes de réglementation les plus efficaces en fonction des différents besoins en matière de réduction des risques de catastrophe. Les experts présents, parmi lesquels des représentants d'organes de normalisation, des décisionnaires politiques, des législateurs, des entreprises et des auditeurs, présenteront des expériences concrètes issues des secteurs public et privé. Par exemple, pour le secteur privé, l'application de la norme ISO 31000 sur le management du risque, et les travaux de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) sur la gestion des risques dans le cadre réglementaire pour l'Asie centrale.

La discussion portera sur la nécessité de promouvoir des cadres réglementaires bien équilibrés reposant sur des informations et des méthodologies fiables pour l'ensemble des intervenants au sein du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe ainsi que sur les mesures permettant d'y parvenir.

JEUDI
23 mai 2013
11:15 - 12:45
Salle 4



**Un centre de données**
**Crédits photo : Creative Commons**

# APPROCHES ADAPTATIVES DE LA RÉDUCTION DES RISQUES D'INONDATIONS : EXEMPLES DES PAYS-BAS ET DU VIETNAM

## Mardi 21 mai, 13 h 00 - 14 h 55, salle CCV A

Organisé par : ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, ministère de l'agriculture et du développement rural du Vietnam, Delta Programme Commissioner, Royal Haskoning DHV

La moitié de la population mondiale vit dans des deltas, des régions côtières ou des estuaires. En 2050, cette proportion avoisinera les 70 %. Il est vital pour le bien-être et la sécurité sociale de ces populations de développer des politiques et d'implémenter des mesures pour la réduction des risques d'inondation.

Dans ce domaine, les décisions doivent toutefois intégrer d'importantes incertitudes concernant le changement climatique et les développements socio-économiques. Ces incertitudes peuvent être réduites au travers de recherches et de l'échange de connaissances et d'expériences. Une approche adaptative peut par ailleurs être développée, qui établit le juste milieu entre le sous-investissement (trop peu, trop tard) et le surinvestissement (trop, trop tôt), en maximisant la flexibilité, en ménageant une marge de manœuvre et en évitant tout blocage. De cette manière, une approche adaptative apporte une perspective à long terme aux décisions à court terme, par exemple, concernant le remplacement d'infrastructures vieillissantes. L'implémentation de mesures de réduction des risques d'inondations exige la pleine implication des autorités nationales, régionales et locales, et la participation active des intervenants et du secteur privé, afin d'apporter des innovations ainsi que des compétences et une expérience techniques et de gestion.

Cet événement parallèle offrira une plate-forme interactive pour la compréhension du développement et de l'implémentation de ces politiques de gestion à long terme des risques d'inondation dans différents contextes nationaux (Vietnam et Pays-Bas), et des avantages de la coopération pour les différents pays afin de relever ces défis. L'événement sera particulièrement digne d'intérêt pour les participants impliqués dans la gestion des risques d'inondation de deltas.

# LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS POUR LA RÉSILIENCE DE L'EMPLOI

## Mardi 21 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 14

Organisé par : OIT, conjointement à l'OIE (Organisation internationale des employeurs), la CSI (Confédération syndicale internationale) et Nestlé

Les collectivités et les entreprises locales ont fréquemment du mal à maintenir l'emploi et les actifs lorsqu'elles sont confrontées à des catastrophes récurrentes. Cet événement parallèle montrera comment les moyens d'intervention prévus peuvent intégrer le rétablissement de l'emploi. Ce type d'intervention est fondamental dans la planification de la continuité des activités.

Plusieurs éléments jouent un rôle pivot dans l'amélioration des moyens d'intervention, principalement l'innovation et le changement culturel qui accompagnent toute transformation. Cet événement parallèle démontrera l'importance d'une participation active des entrepreneurs et des travailleurs dans les plans d'intervention et dans le développement de programmes de continuité des activités couvrant l'ensemble des chaînes d'approvisionnement.

Le développement de plans d'intervention contribue à définir les risques susceptibles d'affecter les entreprises et à concevoir des stratégies de réduction des impacts des catastrophes. Les experts présents examineront comment générer des emplois plus résilients, c'est-à-dire capables de résister aux chocs, créer un meilleur cadre de travail, améliorer les compétences, et renforcer la production, le marketing et la sécurité au travail.

Les enseignements tirés de catastrophes soudaines montreront comment ouvriers et employés peuvent préparer des scénarios et des plans d'action capables de réduire l'impact des catastrophes et d'accélérer le redressement d'une entreprise.

Des programmes de redressement seront également présentés, qui montrent comment créer de nouveaux emplois avec des ressources limitées et ainsi générer un impact positif sur les collectivités.

# « CE QUI NOUS UNIT – PERSPECTIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA CONSTRUCTION DE COLLECTIVITÉS RÉSILIENTES »

## Mardi 21 mai, 13 h 00 - 14 h 30, salle 4

Organisé par : Partners for Resilience, Action Aid, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Projet de développement des moyens d'intervention

Cet événement parallèle se concentrera sur l'expérience de quatre organisations/partenariats dans le cadre du développement de la résilience des collectivités. Bien que possédant chacun une mission et une expertise spécifiques, leurs approches comportent de nombreux points communs, qui seront mis en avant afin d'illustrer les modalités de leur coopération avec les décisionnaires politiques, les agences exécutives et les collectivités. Le point sera également fait sur la situation actuelle, les objectifs futurs et les moyens de les réaliser.

Un débat centré sur l'action locale couvrira notamment la mesure des résultats et les responsabilités, les relations entre la résilience et les opérations de secours, le développement et l'environnement, les facteurs de risque sous-jacents, l'engagement des collectivités dans la construction de la résilience, l'intégration généralisée de la réduction des risques de catastrophe et du changement climatique, la protection des écosystèmes, le rôle de la planification du développement, ainsi que la coopération entre les organisations de la société civile, les gouvernements, les centres de connaissances et le secteur privé.

L'événement vise la compréhension du stade actuel de la réflexion sur la résilience au terme de la période couverte par le CAH. Il s'agit en outre d'identifier les éléments qui permettront de faire avancer la réduction des risques de catastrophe au-delà de l'horizon 2015. Cela impliquera notamment la formulation de plusieurs recommandations clés pour le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH 2).

# SUIVI DU FINANCEMENT INTERNATIONAL DE LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

## Mardi 21 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 18

Organisé par : GFDRR (Global Facility for Disaster Reduction & Recovery, ou partenariat mondial pour la prévention des catastrophes et le redressement), UNISDR, FAO

La transparence de l'aide internationale importe pour la responsabilisation tant des bénéficiaires que des donateurs. Des informations plus détaillées et plus complètes sur la coopération internationale favorisent des décisions plus éclairées ainsi que la planification de l'affectation des aides apportées. Dans le cas spécifique de la réduction des risques de catastrophe, le suivi de l'aide internationale s'est révélé difficile de par l'absence de définitions et de méthodologies de suivi standardisées. Les procédures de comptabilisation des investissements directs ou de quantification de la composante de réduction des risques de catastrophe au sein des investissements sectoriels sont par ailleurs inadéquates. L'initiative DAT (Disaster Aid Tracking) vise le développement collaboratif d'un système mondial de suivi des investissements dans la réduction des risques de catastrophe, la reconstruction et le redressement. Ses objectifs sont les suivants :

- Uniformiser les définitions et les critères de classification des activités de réduction des risques de catastrophe à tous les niveaux.
- Établir des protocoles pour la quantification des composantes de réduction des risques de catastrophe de l'aide humanitaire et au développement.
- Assurer un suivi intégré.
- Intégrer ces méthodologies et procédures comptables dans des systèmes mondiaux tels que le système de notification des pays créanciers de l'OCDE.

Cet événement parallèle lancera le portail DAT (http://gfdrr.aiddata.org) ainsi que le premier rapport d'analyse mondial DAT. L'objectif est de mobiliser les donateurs et intervenants en vue d'une classification et d'un reporting améliorés de l'aide visant la réduction des risques de catastrophe. Une analyse de l'IASC (Inter Agency Standing Committee) présentera les modalités de financement des interventions à l'échelon national et international. Le débat se concentrera sur l'amélioration de la correspondance entre les codes de comptes utilisés dans le suivi de l'aide internationale et la comptabilité publique pour l'identification des investissements de réduction des risques de catastrophe et de redressement, afin de faciliter la planification et les décisions au niveau national.

# AVANTAGES DES SERVICES CLIMATOLOGIQUES POUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE EN VUE D'UNE CROISSANCE DURABLE

## Mardi 21 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle CCV C

Organisé par : OMM en partenariat avec l'OMS, le PNUD, la FAO, la Banque mondiale, le Programme associé de gestion des crues (APFM), l'UNISDR et le Centro Internacional para la Investigación del Fenómeno de El Niño (CIIFEN)

Sur les dix catastrophes les plus couramment rapportées, neuf sont directement ou indirectement liées aux conditions météorologiques, à l'eau ou à des extrêmes climatiques, et causent la perte de nombreuses vies humaines tout en érodant les progrès du développement. À l'avenir, une rapide urbanisation, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité de ces catastrophes ainsi que la montée du niveau des océans vont significativement accroître les impacts socio-économiques subis. L'évaluation quantitative des risques constitue le point de départ de l'analyse requise : elle nécessite des informations concernant les aléas, l'exposition et les vulnérabilités des populations et actifs concernés.

L'absence de statistiques et d'analyses couvrant le passé climatique d'un pays empêche la quantification des caractéristiques des aléas extrêmes locaux et entrave les efforts visant à prendre en charge les impacts socio-économiques des extrêmes climatiques. L'émergence de technologies de modélisation et de prévision climatiques contribuera à l'analyse des caractéristiques des aléas dans le contexte du changement climatique, qui constitue une composante fondamentale pour l'évaluation des risques. Une fois les risques quantifiés, des stratégies de réduction des risques peuvent être développées dans le cadre d'une collaboration étroite entre secteurs public et privé, notamment au travers de systèmes d'alerte précoce, d'une planification sectorielle à moyen et long terme, et du financement des risques pour la construction de la résilience.

Le cadre mondial pour les services météorologiques (GFCS, Global Framework for Climate Services) vise à appuyer la fourniture d'informations et de services climatologiques afin de favoriser le développement de telles stratégies. Cet événement parallèle fera intervenir des experts de premier plan qui présenteront des exemples nationaux et régionaux de décisions mieux raisonnées en fonction des risques, précisément grâce à des services climatologiques.

# EXPLOITER LES FORCES DE CHACUN : COMMENT LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS, MILITAIRES ET CIVILS PEUVENT-ILS CONCRÈTEMENT CONTRIBUER AU CAH2 ?

## Mardi 21 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salles 7+8

Organisé par : organisation néerlandaise pour la recherche scientifique appliquée (TNO) et premier corps d'armée germano-néerlandais (1GNC), en partenariat avec des institutions civiles internationales

La coordination et la coopération entre les divers intervenants sont reconnues comme cruciales pour la prise en charge de problèmes complexes, de la sécurité et des impacts des catastrophes. L'expérience montre que les différences qui peuvent exister entre diverses organisations sont susceptibles d'entraver la coopération. Cela est par exemple fréquemment le cas dans les interactions entre institutions militaires et civiles. Sur base d'initiatives visant à améliorer la compréhension et la coopération entre ces institutions, cet événement parallèle examinera les moyens permettant d'élaborer des projets communs de réduction des risques de catastrophe.

Un important travail a déjà été effectué en matière d'intervention, tout spécialement au niveau de la coopération entre institutions militaires et civiles. Celui-ci a démontré la complémentarité des moyens qui existent de part et d'autre, ainsi que les avantages que leur combinaison apporte en termes de planification des stratégies de réduction des risques de catastrophe et d'intervention.

L'objectif de cet événement parallèle est d'aboutir à des recommandations permettant de renforcer la coordination entre les institutions militaires et civiles, et d'identifier les stratégies requises à cette fin. Des analyses de risque sont menées à la fois par les institutions civiles et militaires. L'objectif de cet événement parallèle est de susciter une forte motivation chez les partenaires, afin qu'ils apportent leur contribution aux consultations afférentes au cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

# PARTAGE D'EXPÉRIENCES POUR DES ÉCOLES PLUS SÛRES, PARTOUT DANS LE MONDE

## Mardi 21 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 14

Organisé par : membres de l'alliance mondiale pour la formation à la réduction des risques de catastrophe (Global Alliance for DRR Knowledge and Education)

Chaque année, les catastrophes sont à l'origine de tragédies qui affectent les enfants, en détruisant leurs écoles et en perturbant leur éducation. Le séisme du district chinois de Wenchuan en 2008 a, par exemple, provoqué l'effondrement de 7 400 écoles. Le séisme du Cachemire a, quant à lui, détruit 7 000 écoles, et celui de Haïti en 2010 en a détruit 1 350. Hormis les séismes, les cyclones tropicaux font également des ravages, et endommagent par exemple chaque année 1 000 salles de classe à Madagascar (selon les estimations).

Plusieurs cadres de référence mondiaux reconnaissent l'importance de la sécurisation des écoles et de l'enseignement pour la construction de collectivités résilientes partout dans le monde. L'éducation et l'accès à la connaissance figurent ainsi par exemple parmi les cinq priorités du Cadre d'action de Hyogo (CAH). Dans cet esprit, des institutions de financement multilatéral et bilatéral du développement, des agences de l'ONU et des ONG sont engagées dans le soutien de la résilience des écoles face aux catastrophes naturelles. Des donateurs bilatéraux soutiennent l'agenda pour la sécurisation des écoles par des contributions à ces dernières et directement via leurs propres programmes.

Des défis subsistent néanmoins, bien que de nombreux pays se soient activement engagés dans le renforcement de la résilience des écoles face aux catastrophes naturelles. Des progrès ont ainsi été réalisés en matière de développement des moyens d'intervention des écoles. Des solutions efficaces peuvent être mises en place grâce à des synergies plus étroites entre les composantes structurelles et non structurelles de la résilience. Les mesures et politiques structurelles doivent être complétées par des actions non structurelles, par exemple, la planification des interventions et la formation à la réduction des risques.

L'objectif de cet événement est de tirer les enseignements d'initiatives réussies de sécurisation d'écoles et de faire avancer le dialogue pour l'élaboration d'un programme mondial de sécurisation des écoles. La session abordera trois questions. (i) Quels sont les facteurs de réussite ? (ii) Quelles seraient les composantes essentielles d'un programme mondial pour la sécurisation des écoles ?, et (iii) Comment pouvons-nous transférer les expériences et les généraliser ?

CONSTRUIRE

**L'ONU construit des salles de classe dans un camp du Darfour du Nord pour les déplacés**
**Crédits photo : ONU / Albert González Farran**

# PROJET VIEWS FROM THE FRONTLINE (VFL) : LES PERSPECTIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE CADRE D'ACTION POST-2015 POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

## Mardi 21 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 3

Organisé par : Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction (Royaume-Uni, réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe)

Views from the Frontline (VFL) est le plus important programme jamais mené pour le suivi participatif local des risques de catastrophe. Il a été créé pour comprendre les impacts du Cadre d'action de Hyogo sur les personnes les plus exposées aux risques et existe depuis maintenant six ans. Son action la plus récente a impliqué plus de 300 organisations de la société civile, et a atteint 21 000 personnes dans 57 pays à faibles et moyens revenus.

Cet événement parallèle présentera les dernières conclusions du VFL ainsi que les résultats de consultations récentes avec des ONG et la société civile concernant le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2). Parmi ces résultats figurent des éléments critiques à intégrer dans le CAH2, qui reflètent la réalité quotidienne des populations les plus affectées par les catastrophes dans le monde. Cette réalité est celle de la pauvreté, de l'incertitude, de la vulnérabilité et des mécanismes informels, le plus souvent dans des régions où les institutions nationales sont faibles et qui sont exposées à des catastrophes extensives à petite échelle. Ces petites catastrophes récurrentes sont négligées dans les rapports, ne sont pas couvertes par des produits d'assurance et aucune ressource n'est affectée à des opérations d'assistance, en particulier dans les zones de conflit où règne l'insécurité.

Comment ces collectivités peuvent-elles renforcer leur résilience face à de telles contraintes ? Comment un cadre de référence mondial peut-il soutenir des approches axées sur les collectivités capables de développer les moyens et ressources locaux, et la généralisation de telles approches ? Ces questions et bien d'autres seront abordées par les membres et partenaires du Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction, pour le développement d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe fondé sur la compréhension des approches centrées sur les collectivités et assurant l'intervention, le redressement et l'adaptation face à des chocs extrêmes dus à des catastrophes naturelles ou causées par l'activité humaine.

# CONSTRUIRE DES VILLES ET AGGLOMÉRATIONS PLUS SÛRES ET RÉSILIENTES

## Mardi 21 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle CCV C

Organisé par : UNISDR, ONU-HABITAT (United Nations Human Settlements Programme)

Le coût des catastrophes urbaines pour la seule année 2011 est estimé à plus de 380 milliards de dollars américains. Les régions les plus touchées ont été Christchurch en Nouvelle-Zélande, Sendaï au Japon et Bangkok en Thaïlande. Les impacts socio-économiques ont non seulement été ressentis au voisinage immédiat de ces villes, mais également aux niveaux national et mondial. L'expérience prouve que les agglomérations urbaines et leur capacité à résister aux catastrophes et à se redresser varient considérablement. La moitié de la population mondiale vit déjà en zone urbaine et les projections annoncent une hausse substantielle de cette proportion dans les décennies à venir. De nouvelles approches sont donc nécessaires, qui permettent de renforcer les moyens des municipalités et des citoyens pour une meilleure protection des actifs humains, économiques et naturels.

La campagne de l'UNISDR pour des villes résilientes a poussé des municipalités à s'engager sur la voie de la résilience et a mis en place un mécanisme efficace de suivi des progrès réalisés par celles-ci dans l'implémentation de mesures de réduction des risques de catastrophe.

L'UNISDR, l'ONU-Habitat, et notamment l'UCLG (United Cities and Local Governments), Marsh et les partenaires de la campagne pour des villes résilientes viseront ici l'établissement de normes claires, de profils de résilience urbaine et d'outils à l'usage des municipalités. Les profils de résilience urbaine seront développés sur la base des contributions de multiples intervenants. L'objectif est d'aboutir à des villes dont les progrès en matière de résilience sont clairement mesurables. Cet événement parallèle réunira des municipalités, des gouvernements et des intervenants du secteur privé afin d'examiner différentes stratégies et de construire des agglomérations urbaines plus sûres et plus résilientes.



POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, VEUILLEZ CONSULTER LA PAGE WWW.PREVENTIONWEB.NET/GO/GPDRR13.

# ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE : PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'INVESTISSEMENT DANS LA RRC

## Mardi 21 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 18

Organisé par : Japan International Cooperation Agency (JICA), PNUD

Actuellement, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne font aucune référence aux catastrophes. Pourtant, dans de nombreux pays, la réalisation des OMD demeure sérieusement entravée par les pertes dues aux catastrophes. Dans le contexte des discussions en cours concernant l'agenda post-2015 pour le développement (nouvelle génération des OMD), il est essentiel d'intégrer les risques de catastrophes de manière à renforcer les engagements et les efforts visant un développement durable non entravé par les catastrophes.

Cet événement parallèle présentera un modèle d'analyse économique qui démontre les coûts et avantages des investissements dans la réduction des risques de catastrophe ainsi qu'un référentiel d'analyse du rôle des investissements dans la réduction des risques de catastrophe dans le soutien d'un développement humain durable. L'objectif est de montrer les avantages qu'engendre l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe, en permettant au développement de progresser et en préservant ces progrès.

Les représentants de pays qui défendent ardemment la réduction des risques de catastrophe présenteront leurs expériences en matière d'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans la planification du développement. Il s'agira également d'identifier les moyens permettant d'intégrer la réduction des risques de catastrophe et de la généraliser dans l'agenda post-2015 pour le développement et dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

# RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE : LES GOUVERNEMENTS FACE À LA GOUVERNANCE

## Mercredi 22 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 5

Organisé par : comité chinois pour la réduction des catastrophes (NCDR, National Committee for Disaster Reduction), International Human Dimension Programme on Global Environmental Change (IHDP), IHDP-Integrated Risk Governance Project (projet IHDP-IRG), State Key Laboratory of Earth Surface Processes and Resource Ecology (ESPRE), Beijing Normal University (BNU)

Les impacts des catastrophes sur le développement humain et économique ne cessent de croître, en particulier ceux engendrés par des catastrophes à grande échelle. Les populations et les activités économiques présentes dans les régions exposées à des aléas naturels tels que les séismes, les inondations et les cyclones ont significativement augmenté. La réduction des risques de catastrophe revêt donc une grande complexité, et exige la coopération et la collaboration de nombreux intervenants au sein de différents secteurs.

Les gouvernements assument certes au premier chef la responsabilité de protéger les populations et le développement socio-économique. Ils ne peuvent toutefois parvenir seuls à créer des nations et collectivités résilientes face aux catastrophes. Pour ce faire, ils doivent collaborer à de multiples niveaux avec les collectivités, le secteur privé, les organisations de la société civile et les citoyens, en vue d'une meilleure gouvernance globale des risques et de la réduction de ces derniers.

Cet événement parallèle contribuera aux consultations sur le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2), en particulier pour le renforcement des investissements dans le développement des moyens et du respect des principes scientifiques et de gouvernance.

Deux volets seront abordés. Tout d'abord, le rôle des gouvernements et de la gouvernance dans la réduction des risques de catastrophe sera examiné selon différentes perspectives politiques, sociales et économiques par des scientifiques et des représentants officiels de gouvernements. Ensuite, des recommandations de gouvernance seront débattues et formulées pour le CAH2. L'objectif est un partage d'informations et de connaissances sur les gouvernements et la gouvernance, l'identification des éléments et domaines clés propres à améliorer le rôle des gouvernements et les principes de gouvernance, et l'identification des éléments à intégrer dans le CAH2.

# PRISE EN COMPTE DES PERSONNES HANDICAPÉES : POUR UNE IMPLICATION ÉLARGIE DANS LE CADRE D'ACTION POST-2015 POUR LA RRC

## Mercredi 22 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salles 7+8

Organisé par : ministère fédéral allemand pour la coopération et le développement économiques (BMZ) et GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), International Disability Alliance (IDA), The Nippon Foundation, Disability inclusive Disaster Risk Reduction Network for Asia and Pacific (DiDRRN) via Malteser International

Les personnes handicapées sont exposées à d'importants risques en cas de catastrophe naturelle. Par exemple, le taux de décès des personnes handicapées lors du séisme et du tsunami de Tōhoku au Japon en 2011 a été plus de deux fois supérieur au taux de décès pour l'ensemble de la population. Le tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010 a, lui aussi, touché de nombreuses personnes handicapées de façon disproportionnée. Cette situation s'explique principalement par l'absence de prise en compte des personnes handicapées et de leurs représentants dans la planification de la réduction des risques de catastrophe, que ce soit au niveau des collectivités, des gouvernements ou des cadres de référence internationaux.

Ces dernières années, une importante prise de conscience est apparue quant à la nécessité d'intégrer le handicap dans la réduction des risques de catastrophe, comme le montrent certains accords internationaux de premier plan tels que la Convention relative aux droits des personnes handicapées (adoptée en 2006 et soumise à la signature en 2007) et la récente Incheon Strategy to « Make the Right Real » for Persons with Disabilities in Asia and the Pacific (2012). La toute dernière conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue en octobre 2012 en Indonésie, a quant à elle aboutit à la déclaration internationale sur la réduction des risques de catastrophe la plus progressiste à ce jour pour la prise en compte des personnes handicapées.

Cet événement parallèle fera intervenir des orateurs de différents pays qui présenteront leur expérience de l'inclusion du handicap dans la réduction des risques de catastrophe à divers niveaux de la société. Ils formuleront un message et des recommandations communes pour la prise en compte des personnes handicapées dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

# ENGAGEMENT DES POPULATIONS INDIGÈNES DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

## Mercredi 22 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 14

Organisé par : Center for Public Service Communications

Aux quatre coins du monde, les populations indigènes ont, exploité leurs connaissances traditionnelles pour se préparer, faire face et survivre aux catastrophes. Leurs méthodes et pratiques ancestrales se sont transmises de générations en générations. Jusqu'à récemment, les décisionnaires politiques ont toutefois largement ignoré ce vaste corpus de connaissances, pour privilégier les sciences et technologies occidentales d'intervention et de réduction des risques de catastrophe.

Afin de correctement intégrer ces connaissances indigènes aux politiques de réduction des risques, la relation positive entre les pratiques indigènes et les méthodes scientifiques modernes doit être reconnue et mieux comprise.

Cet événement parallèle stimulera la discussion concernant la réduction des risques de catastrophe chez les populations indigènes ainsi que les méthodes les plus en vue dans le monde. Les participants découvriront les efforts en cours au sein des collectivités indigènes afin d'identifier les opportunités de réduction des risques et les stratégies adéquates de planification des interventions. L'objectif consistera également à informer la communauté des spécialistes de la réduction des risques, dans ses efforts visant à diffuser de manière culturellement adéquate les stratégies et méthodes de référence qui respectent les connaissances des collectivités indigènes.

Cet événement parallèle présentera des approches et stratégies concrètes de réduction des risques de catastrophe, qui intègrent le changement climatique et les problèmes de santé publique afin de surmonter les défis qui empêchent leur implémentation généralisée.



POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, VEUILLEZ CONSULTER LA PAGE WWW.PREVENTIONWEB.NET/GO/GPDRR13.

# CONSTRUIRE DES COLLECTIVITÉS RÉSILIENTES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Mercredi 22 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 6

Organisé par : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, PNUD, Act Alliance, Zurich Insurance Company Ltd

Le changement climatique engendre une exposition aux risques de catastrophe et des impacts grandissants pour les collectivités et leurs moyens de subsistance. Il reste encore beaucoup à faire afin de garantir la mise en place de politiques efficaces de gestion des risques au niveau des collectivités, et qui bénéficient d'un soutien financier suffisant.

L'exploitation des informations sur les risques, notamment les tendances à long terme des risques climatiques et les données à moyen terme telles que les prévisions saisonnières, constitue une composante importante du renforcement de la sécurité et de la résilience des collectivités. Le défi consiste à garantir aux populations vulnérables de disposer des informations dont elles ont besoin, au moment où elles en ont besoin. Cela contribuera également à renforcer la sensibilisation et stimuler le développement des moyens d'action aux niveaux des ménages, de villages ou de quartiers.

Cet événement parallèle exposera une méthodologie de gestion des risques, présentera diverses expériences et leurs enseignements, et mettra en avant une approche globalisée qui harmonise la réduction des risques de catastrophe avec l'adaptation au changement climatique et les mesures de limitation des risques. Il s'agira également d'identifier les pistes d'amélioration de la coopération et de relever les défis posés pour une implémentation efficace à grande échelle, dans la perspective du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

# DONNÉES PRÊTES À L'EMPLOI : L'INFORMATION SUR LES RISQUES, LÀ OÙ ELLE EST REQUISE

## Mercredi 22 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle CCV A

Organisé par : UNISDR et partenaires de l'évaluation des risques du Rapport d'évaluation mondial (ACSAD, CIMA Research Foundation, CIMNE Consortium, réseau de systèmes d'alerte précoce pour les famines FEWS NET, GEM Foundation, Geoscience Australia, NGI et PNUE-GRID)

Des modèles de risque toujours plus nombreux produisent des analyses de risque de plus en plus sophistiquées. Des informations pertinentes sur les risques ne sont toutefois pas toujours immédiatement accessibles pour les intervenants engagés dans des prises de décision critiques au sein des gouvernements et du secteur privé. Alors que beaucoup de modèles sont limités, soit dans leur accessibilité, soit dans leur portée, l'évaluation des risques réalisée par le Rapport d'Evaluation Mondial 2013 offre pour la première fois le libre accès à des informations sur les risques mondiaux exploitables par les secteurs public et privé. Les résultats de cette évaluation des risques constituent un point de départ essentiel pour comprendre et tarifer les risques, développer des analyses coûts-bénéfices approfondies afin d'appuyer la gestion efficace des risques de catastrophe et d'élaborer des stratégies résilientes de financement des risques.

Cet événement parallèle offrira une plate-forme interactive pour la compréhension des résultats de l'évaluation des risques menée dans le cadre du Rapport d'Evaluation Mondial 2013, et l'exploration des applications concrètes de ces données et de leurs avantages. Des intervenants du secteur privé, des organisations internationales et des représentants gouvernementaux illustreront concrètement certaines utilisations des données. Des spécialistes de l'évaluation des aléas et des risques prendront également part à la discussion.

Cet événement parallèle sera particulièrement digne d'intérêt pour les gouvernements, qui peuvent utiliser les informations sur les risques comme point de départ de la planification des investissements publics et du financement des risques. Les multinationales peuvent quant à elles utiliser les informations sur les risques afin de visualiser les impacts de différents aléas dans les pays où elles investissent ou prévoient de le faire. Enfin, les organisations internationales peuvent utiliser ces données pour améliorer leur compréhension des risques dans différents pays afin de planifier leurs interventions et établir les priorités.

# ECOSYSTÈMES, RÉSILIENCE ET RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE : ÉLÉMENTS DE PREUVE

## Mercredi 22 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle CCV C

Organisé par : Alliance pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe (PEDRR, Partnership on Environment and DRR)

Des écosystèmes sains et une gouvernance environnementale adéquate font partie des objectifs implicites du Cadre d'action de Hyogo. Des écosystèmes sains peuvent contribuer à réduire les risques de catastrophe, en prévenant ou en limitant les aléas, en réduisant l'exposition et les vulnérabilités, et/ou en renforçant la résilience locale face aux catastrophes. Toutefois, l'importance de la réduction des risques de catastrophe dans la gestion des écosystèmes est mal reconnue.

La gestion des écosystèmes ne comporte que des avantages. Elle est économique, implémentée par les populations locales, exige peu de maintenance, recèle une valeur esthétique, favorise l'absorption du carbone, soutient la biodiversité et renforce la résilience face aux chocs externes. Néanmoins, des solutions plus techniques tendent à prévaloir et les écosystèmes ne sont pas considérés ou reconnus comme une alternative ou une option complémentaire dans le cadre de solutions hybrides.

Il est, par conséquent, primordial de quantifier le rôle des services écosystémiques afin de s'appuyer sur des preuves probantes permettant de défendre une réduction des risques de catastrophe qui prenne en compte l'impact des écosystèmes. Cet événement parallèle présentera donc des études quantitatives portant sur le rôle et les applications des écosystèmes dans la réduction des risques de catastrophe et démontrera pourquoi investir dans les écosystèmes a du sens pour la réduction des risques de catastrophe, du point de vue technique, social et économique.

L'objectif sera de promouvoir et d'élargir l'implémentation d'une réduction des risques de catastrophe qui intègre les écosystèmes, Il s'agira en outre de garantir l'intégration de ces derniers dans la planification d'un développement durable et résilient. Cet événement parallèle contribuera à la discussion du rôle de l'environnement dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

# SECTEUR DE L'ASSURANCE : DES SOLUTIONS DURABLES FACE AUX RISQUES DE CATASTROPHE

## Mercredi 22 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 13

Organisé par : initiative de financement du PNUE, UNISDR (Comité consultatif pour le secteur privé)

Le secteur mondial de l'assurance a pour principale mission de comprendre, gérer et répartir les risques. Il est à ce titre particulièrement à même de contribuer à la réduction des risques de catastrophe.

Cet événement parallèle présentera l'initiative Principles for Sustainable Insurance (PSI) lancée par l'ONU et le secteur mondial de l'assurance lors de la conférence Rio+20 de 2012, et la signification de ces principes pour la réduction des risques de catastrophe. Lesdits principes sont à présent adoptés par nombre des grandes compagnies d'assurance de la planète et ont conduit à la plus vaste collaboration à ce jour entre l'ONU et le secteur mondial de l'assurance. Cet événement parallèle examinera comment les assureurs mettent en œuvre l'initiative dans le contexte de la construction de collectivités et d'économies résilientes face aux catastrophes.

Il s'agira de comprendre le rôle des assureurs dans la réduction des risques de catastrophe au niveau de chaque étape de la chaîne de valeur de la gestion du risque, c'est-à-dire la compréhension du risque, la prévention du risque, la réduction du risque et la protection contre le risque. Les opportunités majeures que présentent les efforts mondiaux tels que l'initiative Principles for Sustainable Insurance (PSI) en termes de collaboration entre le secteur mondial de l'assurance, les gouvernements, les agences de l'ONU et d'autres intervenants responsables de la réduction des risques de catastrophe seront également examinées, de même que les modalités d'intégration structurée de l'éclairage apporté par le secteur mondial de l'assurance dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).



POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, VEUILLEZ CONSULTER LA PAGE WWW.PREVENTIONWEB.NET/GO/GPDRR13.

## GESTION DES CATASTROPHES DANS L'UE : DE NOUVEAUX OUTILS POLITIQUES

### Mercredi 22 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 18

Organisé par : Commission européenne

La réduction des risques de catastrophe et la construction d'une culture de la résilience constituent des éléments centraux pour le développement de politiques de développement durable. Leur prise en compte à tous les niveaux revêt un caractère d'urgence qu'il convient de ne pas oublier.

La politique de gestion des risques de catastrophe de l'Union européenne (UE), notamment le renforcement de la coopération entre les services de protection civile européens et l'agenda pour la résilience intégré dans la coopération au développement et les interventions humanitaires, peut potentiellement conduire à la définition d'objectifs très concrets pour le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

Cet événement parallèle présentera les politiques ambitieuses développées par l'UE en matière de réduction des risques de catastrophe et de résilience pour l'implémentation du Cadre d'action de Hyogo. Il exposera également à quels niveaux l'UE, en partenariat avec d'autres intervenants internationaux, a développé des outils et des actions qui appuient la politique de réduction des risques de catastrophe et contribuent à réaliser les objectifs du développement durable. Ces outils et actions comprennent l'évaluation des connaissances (plate-forme d'adaptation au changement climatique) et des risques, la recherche (application des avancées scientifiques et technologiques dans les politiques de l'UE) et des dispositifs financiers (facilité d'assurance internationale pour les pays en développement).

## RÔLE DES GOUVERNEMENTS, DU SECTEUR PRIVÉ ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PROMOTION D'UNE GESTION APPROFONDIE DES RISQUES ET DES CATASTROPHES

### Mercredi 22 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salles 7+8

Organisé par : comité allemand pour la réduction des catastrophes (DKKV), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

La gouvernance influence la mesure dans laquelle les gouvernements, les fonctionnaires, les médias, le secteur privé et les organisations de la société civile sont capables de (et disposés à) prendre en compte les pertes dues aux catastrophes, évaluer les risques de manière systématique et coordonner leur action afin de gérer et réduire les risques de catastrophe. Une plus grande sensibilisation du secteur public à la prise en charge des risques et une volonté plus forte pour la définition de politiques et d'engagements d'affectation de ressources sont cruciales au niveau local. Il est tout aussi important pour les institutions de disposer de moyens d'encadrement et de coordination suffisants pour gérer et intégrer les efforts de réduction des risques de catastrophe dans les secteurs pertinents.

Dans la pratique toutefois, les accords de gouvernance pour la réduction des risques de catastrophe ne sont toujours pas idéaux. Les institutions chargées de la gestion des catastrophes ne disposent parfois pas de l'autorité politique ou des moyens techniques qui leur permettrait d'influencer les décisions d'investissement importantes. Des progrès ont été réalisés, par exemple, la mise sur pied d'institutions et de plates-formes nationales selon les consignes du Cadre d'action de Hyogo. Dans le même temps, il est nécessaire de passer d'une intervention au cas par cas face aux catastrophes à une gestion plus systématique et approfondie de la gestion des risques et des catastrophes. Cet événement parallèle permettra aux partenaires chinois, thaïlandais et allemands de l'initiative mondiale « Comprehensive Risk and Disaster Management » d'échanger leurs expériences et leur savoir-faire concernant les nouvelles technologies et approches d'alerte précoce, de gestion des situations d'urgence et de développement des moyens intégrées dans les systèmes de protection civile.

L'objectif est ici de montrer aux différents pays comment accéder à des approches, des méthodes, des services et des produits de gestion des risques et des catastrophes spécifiquement adaptés à leurs intérêts et besoins, pour une meilleure implémentation du Cadre d'action de Hyogo et de son successeur au-delà de 2015.

## INITIER

**43,000 écoles et hopitaux de Thaïlande s'engagent lors du lancement national de l'initiative des Nations Unies "Un million d'hopitaux et d'écoles sûres" . Photo: UNISDR/ Jerry Velasquez**

# SÉCURISATION DES HÔPITAUX : PRIORITÉS ESSENTIELLES POUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET LA RÉSILIENCE DES COLLECTIVITÉS

## Jeudi 23 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salles 7+8

Organisé par : OMS

Beaucoup de pays et de collectivités ont répondu positivement à l'appel pour une action et des investissements renforcés dans la sécurisation des hôpitaux exprimé par le Cadre d'action de Hyogo et les objectifs définis dans les synthèses des présidents des plates-formes mondiales antérieures. Conscients du rôle prioritaire joué par les hôpitaux dans le renforcement de la résilience des collectivités et l'amélioration de la santé publique, de nombreux pays ont lancé des programmes de sécurisation des hôpitaux, avec les objectifs suivants :

- Protéger les patients, le personnel et les visiteurs des hôpitaux contre les aléas.

- Protéger les investissements significatifs que représentent les bâtiments et les équipements hospitaliers.
- Garantir le fonctionnement des hôpitaux pour les soins vitaux et le secours médical en situation d'urgence.

La collaboration de nombreux secteurs et intervenants ainsi que de leurs ressources est essentielle afin d'assurer la sécurité et les moyens d'intervention des hôpitaux et autres installations médicales.

Cet événement parallèle invitera les orateurs et les participants à partager leurs expériences et leurs plans d'implémentation d'initiatives de sécurisation des hôpitaux, aux niveaux local, national, régional et mondial. De nouveaux outils mis à jour seront présentés pour l'évaluation de la sécurité des hôpitaux et d'autres installations médicales. Ces brefs exposés permettront de lancer le débat quant aux orientations futures à adopter dans la sécurisation des hôpitaux et à intégrer dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

L'objectif est ici de susciter un riche débat, de partager et d'analyser les progrès réalisés, et de promouvoir un engagement, un investissement et une collaboration accrus dans la sécurisation des hôpitaux, tous secteurs, partenaires et niveaux confondus.

# PRÉVISION DES INONDATIONS EN TEMPS RÉEL

## Jeudi 23 mai 13 h 00-13 h 55 Room 5

Organisé par : gouvernement français (SCHAPI, Service central d'hydrométéorologie et d'aide à la prévision des inondations du ministère du développement durable)

Cet événement parallèle présentera les plans de prévision des inondations, les outils et les informations utilisés pour la diffusion d'alertes en cas de crues éclairs et d'inondations côtières. En France, plus de 21 200 km de rivières, qui représentent les trois-quarts de la population exposée à un risque d'inondation, sont suivis via un réseau national de prévision des inondations et d'hygrométrie dirigé par le Service central d'hydrométéorologie (SCHAPI), qui bénéficie du soutien du ministère du développement durable.

Ces outils de suivi et de prévision sont en cours de modernisation en collaboration avec différents partenaires, conformément aux dispositions de la directive européenne applicable et d'une nouvelle politique nationale pour les gestion des risques d'inondation. Des équipes d'hygrométrie (32), des centres de prévision des inondations (21) sur le continent et des centres hydrométéorologiques sont actuellement mis sur pied en Corse et dans les DOM-TOM.

Cet événement parallèle montrera comment les autorités civiles et les citoyens sont informés des risques d'inondation, notamment via le site Internet www.vigicrues.gouv.fr qui a reçu plus de 7,2 millions de visites en 2012. Les informations sont également intégrées au système météorologique d'alerte précoce, à l'aide de paramètres établissant le lien entre précipitations et inondations ainsi que de nouveaux paramètres pour les vagues et inondations côtières diffusés par Météo-France en partenariat avec la Marine nationale, le ministère du développement durable et le ministère de l'intérieur.

Le gouvernement français a également investi dans le renforcement de son réseau de radars hydrométéorologiques afin de renforcer l'estimation en temps réel des précipitations, et de nouvelles initiatives sont en cours pour une meilleure anticipation des crues éclairs et une meilleure connaissance des risques côtiers. Un système spécial d'alerte pour les fortes pluies (baptisé APIC) et réservé aux municipalités est disponible depuis fin 2011 et compte déjà 3 200 inscrits. Il vient compléter un service de Météo-France qui fournit des alertes précoces par téléphone et a fait ses preuves.

# RÔLE DE LA SENSIBILISATION ET DE L'ÉDUCATION DU PUBLIC DANS LA CONSTRUCTION DE COLLECTIVITÉS RÉSILIENTES

## Jeudi 23 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 6

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR), UNESCO, UNICEF, Save the Children, Plan International, UNISDR

La formation à la réduction des risques de catastrophe et la sensibilisation du public peuvent permettre la diffusion d'informations vitales et l'acquisition de compétences qui permettent aux populations d'être mieux protégées contre les risques de catastrophe, en leur donnant les moyens de réagir face aux urgences et de contribuer à la limitation des impacts des catastrophes.

Le Cadre d'action de Hyogo a souligné le rôle important de l'éducation et de la sensibilisation du public dans la construction d'une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux, ainsi que de l'implication des planificateurs et des intervenants sur le terrain dans le travail de développement et les interventions humanitaires. De nouveaux engagements ont été pris lors de la Deuxième Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe en 2009, afin de renforcer la sécurité des écoles et intégrer la réduction des risques de catastrophe dans tous les programmes d'enseignement.

Cet événement parallèle présentera des programmes efficaces de sensibilisation du public et de formation à la réduction des risques de catastrophe issus des quatre coins du monde, qui aident les collectivités locales à acquérir les compétences et les connaissances permettant des décisions éclairées en vue de réduire leurs vulnérabilités et leur exposition aux risques de catastrophe.

Des experts et des intervenants clés de la formation à la réduction des risques de catastrophe exposeront leur vision des principaux facteurs favorisant une approche intégrée et efficace de la réduction des risques de catastrophe et de l'éducation, de la sécurité structurelle des établissements d'enseignement à l'intégration des risques de catastrophe dans les mécanismes de gestion du secteur de l'enseignement et dans les programmes de formation à la prévention des catastrophes.

L'objectif est ici de renforcer la coordination globale, le partage des informations et connaissances, ainsi que la défense d'une formation effective à la réduction des risques de catastrophe.

# ANIMAUX : CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE DES COLLECTIVITÉS GRÂCE À DES SOLUTIONS INNOVANTES

## Jeudi 23 mai, 13 h 00 - 13 h 55, salle 13

Organisé par : Société mondiale pour la protection des animaux (WSPA), en partenariat avec la municipalité d'Aldama dans l'état du Chihuahua, pour le compte du gouvernement mexicain

La Société mondiale pour la protection des animaux (WSPA), en partenariat avec la municipalité d'Aldama dans l'état mexicain du Chihuahua, organise un événement d'avant-garde sur le rôle innovant et important du bien-être des animaux dans la construction de collectivités résilientes dans le contexte du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2) et des recommandations post-Hyogo. Les animaux jouent un rôle central dans la vie des collectivités, partout dans le monde, et beaucoup d'entre eux sont vulnérables face aux catastrophes. La contribution des animaux à de nombreux aspects du développement, par exemple, la nutrition, la sécurité alimentaire, la production agricole mais aussi leurs fonctions financière et sociale, est tout simplement énorme. Leur contribution indirecte est fréquemment sous-estimée dans le cadre des analyses de l'impact des catastrophes.

La WSPA est une organisation internationale pour le bien-être des animaux qui, en faisant la promotion d'interventions qui protègent la vie de millions d'animaux, protège également les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des collectivités, et concourt donc au final à construire la résilience face aux catastrophes.

L'intégration du bien-être des animaux dans les mesures et programmes de réduction des risques peut permettre des approches innovantes centrées sur les solutions, qui répondent aux besoins des collectivités dont le bien-être socio-économique s'appuie sur les animaux, et qui apprécient tout simplement leur compagnie. La WSPA soulignera ici comment la collaboration avec les autorités, par exemple avec la municipalité d'Aldama dans l'état mexicain du Chihuahua, contribue à soutenir l'intégration et le déploiement de ces solutions, pour construire des collectivités plus fortes et plus résilientes dans la région du Chihuahua. Bien que de grandes avancées soient réalisées dans le développement de nouvelles approches pour la réduction efficace des risques, le bien-être des animaux reste encore à être reconnu comme une solution clé à nombre des défis actuels.

Cet événement parallèle vise à démontrer comment cette perspective peut être intégrée avec succès, au travers d'approches efficaces qui ont fait leurs preuves.

PROTÉGER

**Survivre à la sécheresse Maharashtra (Inde)**
**Crédits photo : WSPA / Scott Cantin**

# GESTION DES CATASTROPHES, ANALYSES DE RISQUE ET INTERVENTIONS CONJOINTES DANS LA MACRORÉGION DU DANUBE (SEERISK)

## Jeudi 23 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 14

Organisé par : gouvernement hongrois

D'une manière générale, le changement climatique a engendré une hausse de la fréquence et de l'intensité des catastrophes dans le Sud-Est de l'Europe. Cet événement parallèle montrera comment la région à faibles et moyens revenus du bassin du Danube assure la planification, la préparation et les interventions afin de faire face aux inondations, aux crues éclairs, aux tempêtes, aux feux de friche ainsi qu'aux vagues de sécheresse et de chaleur.

SEERISK est un projet transnational financé par le programme de coopération transnational pour le Sud-est de l'Europe. Il s'agit d'un consortium de 20 projets partenaires représentant neuf pays, à savoir l'Autriche, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Hongrie, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie et la Slovénie. Le projet trouve son origine dans les conclusions du Conseil européen pour la « poursuite du développement des analyses de risque pour la gestion des catastrophes au sein de l'Union européenne » adoptées en mars 2011, qui recommandaient une approche commune et une harmonisation de la prévention des catastrophes. Le partenaire dirigeant le projet est la direction générale hongroise pour la gestion des catastrophes.

L'objectif du projet SEERISK est de s'attaquer aux risques spécifiques qui pèsent sur la région tout en assurant la sensibilisation, en renforçant les moyens d'intervention et en comblant les lacunes institutionnelles. Ce projet constitue une étude de cas de référence pour la coopération transfrontalière à la réduction des risques.

L'événement parallèle démontrera comment un projet de gestion des catastrophes peut systématiquement évaluer les risques de catastrophes naturelles liés au changement climatique ou renforcés par ce dernier, et ainsi améliorer la cohérence des législations en matière d'analyse de risque et des méthodologies appliquées par les pays partenaires du projet.

# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

## Jeudi 23 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle 18

Organisé par : FAO et PAM en collaboration avec l'IFRC, l'UNICEF et l'OMS

Il s'agit ici de mettre en évidence l'importance critique de la prise en compte des risques de catastrophe et d'approches multisectorielles pour la réalisation des objectifs de lutte contre la faim et de nutrition.

Cet événement parallèle démontrera comment le CAH offre un cadre de référence utile pour le développement d'approches plus globalisées de la gestion des risques dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Sur base de l'exemple de la sécurité alimentaire en Afrique, des suggestions seront formulées pour une meilleure intégration de la gestion des risques au cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2).

Plusieurs composantes à intégrer dans le CAH2 seront exposées, principalement l'amélioration des liens entre les approches humanitaires et de développement, le soutien de la construction de la résilience, la liaison plus systématique entre moyens d'intervention, gestion des risques et redressement, le soutien des liens entre analyse des risques, alertes précoces et interventions plus efficaces, et l'accélération de l'institutionnalisation de la gestion des risques de catastrophe dans les secteurs clés. L'importance d'une approche multisectorielle sera soulignée et étayée par la collaboration étroite avec l'UNICEF et l'OMS, en particulier en matière d'assainissement de l'eau et d'hygiène, et dans le secteur de la santé.

Les débats conduiront à des recommandations pour le développement du cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2), visant la prise en charge de l'insécurité alimentaire en Afrique et ailleurs.

# ENSEIGNEMENTS POUR LE REDRESSEMENT À L'ISSUE DE CATASTROPHES EXTRÊMES

## Jeudi 23 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle CCV C

Organisé par : gouvernement japonais, International Recovery Platform (IRP)

Cet événement parallèle mettra en avant des recommandations stratégiques clés pour des dispositions plus explicites en matière de redressement et de reconstruction dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (CAH2). Ces recommandations s'appuieront sur les précieux enseignements tirés du redressement à l'issue de catastrophes extrêmes, qui seront présentés par des gouvernements et municipalités, et notamment par le Japon qui abordera les leçons tirées du séisme de Tōhoku.

Cet événement parallèle aura pour objet d'explorer les mesures d'intégration du redressement dans la planification du développement ainsi que les efforts visant à aboutir à des stratégies et cadres de référence efficaces pour le redressement. Les stratégies de redressement et de reconstruction adoptées lors du séisme de Canterbury en Nouvelle-Zélande et la pertinence du Guide de référence pour le redressement à l'issue d'une catastrophe (DRF Guide, Disaster Recovery Framework Guide) afin de faciliter la reconstruction après l'ouragan Sandy aux États-Unis seront également exposées. L'objectif est de reconnaître le rôle du redressement comme élément essentiel à prendre en compte par le CAH2. En outre, l'événement permettra de lancer la publication intitulée « Recovery from the Great East Japan Earthquake: Lessons for HFA2 » (Redressement à l'issue du séisme de Tōhoku au Japon : enseignements pour le CAH2) et d'identifier d'autres outils, produits d'information et supports de promotion pour un redressement efficace et résilient.

# RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE FACE AUX URGENCES ENVIRONNEMENTALES

## Jeudi 23 mai, 14 h 00 - 14 h 55, salle CCV A

Organisé par : Green Cross International (GCI), PNUE/DTIE, Joint PNUE/OCHA Environment Unit (JEU) et CEE-ONU (Commission économique pour l'Europe des Nations Unies)
Sponsorisé par le gouvernement suisse (SDC)

Les urgences environnementales telles que les accidents industriels et techniques ou les autres catastrophes induites par l'activité humaine représentent un défi grandissant pour le développement durable et la réduction des risques de catastrophe. Les impacts de ces situations d'urgence affectent un nombre croissant de personnes, puisque de plus en plus d'entreprises s'installent dans des zones à risque élevé. Des mesures doivent, par conséquent, être prises aux niveaux national et local afin d'améliorer la gestion des risques et les moyens d'intervention.

Des moyens d'intervention efficaces permettent d'épargner des vies et de l'argent. L'inclusion des collectivités et l'adoption d'une approche participative de la gestion des risques constituent le mécanisme le plus économique et durable pour la réduction des risques et la facilitation du processus du développement durable. Toutefois, le manque de compréhension et de connaissance des urgences environnementales a, jusqu'ici, entravé l'examen des meilleurs moyens permettant de limiter ou gérer les risques liés à de telles urgences. Alors que ces dernières sont de plus en plus fréquentes, la réduction des risques, les moyens d'intervention et le redressement spécifiques à ce type d'urgences constituent désormais des impératifs pour la communauté internationale.

Cet événement parallèle vise à mettre en évidence la problématique des urgences environnementales dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe, et à encourager les efforts de prise en charge des aspects environnementaux pour l'implémentation réussie du Cadre d'action de Hyogo. Il démontrera également comment des mécanismes d'intervention adéquats aux niveaux national et local peuvent contribuer à un processus de développement durable continu, en particulier dans les pays les moins développés.

## CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Mardi 21 mai, 9 h 30 - 10 h 30, salle 1 (salle de débordement 2)

## RAPPORT D'ÉVALUATION MONDIAL ET GLOBE TANGIBLE EARTH : LE RISQUE EN 3D

Mardi 21 mai, 18 h 15 - 18 h 35, terrasse et restaurant

Le globe numérique interactif Tangible Earth est le premier en son genre permettant de visualiser et comprendre la situation de notre planète. Il offre une visualisation dynamique des données scientifiques et permet aux utilisateurs d'interagir avec lui en le faisant tourner, et en effectuant des recherches sur les données présentées ou en zoomant sur les lieux et événements qui les intéressent. Les nouvelles données mondiales sur les risques et les catastrophes qui sous-tendent le Rapport d'Evaluation Mondial 2013 sur la réduction des risques de catastrophe, ainsi que les études de cas et les analyses approfondies des trois rapports publiés jusqu'ici, seront présentés à l'aide de cet outil innovant. Le lancement comprendra une brève présentation du globe interactif par son inventeur, le professeur Shin-ichi Takemura, et par l'équipe de développement.

## RÉCEPTION DONNÉE PAR LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE

Mardi 21 mai, 18 h 35 - 20 h 00, terrasse et restaurant

## CÉRÉMONIE DE REMISE DU SASAKAWA AWARD DE L'ONU ET RÉCEPTION

Mercredi 22 mai
18 h 30 - 19 h 15, salle 2
19 h 15 - 20 h 15, terrasse et restaurant

Le Sasakawa Award pour la réduction des risques de catastrophe reconnaît l'excellence en matière d'innovation et de collaboration en vue d'améliorer la résilience des nations et des collectivités face aux catastrophes. Pour 2013, le gagnant sera la personne ou l'institution qui aura mené une action exceptionnelle et internationalement reconnue autour du thème « Acting as One » (Faire corps), qui souligne que chacun d'entre nous a un rôle à jouer dans la réduction des risques de catastrophe. Tous les participants sont invités à assister à cet événement qui sera suivi d'une réception.

## CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

Jeudi 23 mai, 16 h 30 - 17 h 00, salle 1

# EXPOSÉS DU PODIUM IGNITE

**GCOS Switzerland : un modèle pour la coordination nationale**
Gabriela Seiz, MeteoSwiss

**Intégration de la réduction des risques de catastrophe et des évaluations nationales uniformisées (CCA, Common Country Assessment) au travers de la gestion des connaissances**
Dilruba Haider, PNUD

**Moyens d'interventions locaux face aux urgences environnementales**
Vladimir Sakharov, Green Cross International

**Enseignements du séisme de Tōhoku au Japon pour la société civile**
Takeshi Komino, Church World Service, Japon

**Réduction des risques de catastrophe centrée sur les enfants à Andhra Pradesh en Inde**
Gurudutt Prasad Meda, Coastal Area Disaster Mitigation Efforts, Inde

**Inondations en régions arides en Algérie**
Abderrahmane Noui, université de Biskra, Algérie

**Open Data for Resilience Initiative**
Robert Soden, Banque mondiale

**Comité pour la résilience des infrastructures et des services aux collectivités de Barcelone (TISU)**
Margarita Fernández-Armesto, municipalité de Barcelone

**Les personnes handicapées et le séisme de Tōhoku au Japon**
Kiyoshi Harada, Japan Disability Forum (Forum japonais sur le handicap)

**Modèle mondial sur les séismes (GEM) : construction collaborative d'une base de connaissances et d'outils pour la réduction des risques de catastrophe**
Nicole Keller, Global Earthquake Model Foundation

**Informations météorologiques scientifiques pour des interventions efficaces au niveau des collectivités**
Tchaka Kamanga, Christian Aid Malawi

**Les sourds et malentendants et l'accessibilité – Séisme de Tōhoku au Japon**
Joe Matsuzaki, Miyagi University of Education, Japon

**Innovations locales : le futur de la réduction des risques de catastrophe**
Kate Crowley, CAFOD, Royaume-Uni

**Modèle du climat mondial à super haute résolution : le risques d'inondation au Vietnam**
Nam Do Hoai, Tōhoku University, Japon

**Vers la résilience – Guide pratique**
Anne Castleton, Projet de développement des moyens d'intervention

**Approche One Health et cadre d'action post-CAH**
Marc Stal, Global Risk Forum

**Gestion des déplacements induits par des catastrophes naturelles**
Nuno Nunes, Organisation internationale pour les migrations

**Externalisation ouverte pour la sécurité**
Richard Guillande, SIGNALERT, France

**Vidéos musicales et catastrophes – Une étude exploratoire**
Alice McSherry, University of Auckland, Nouvelle-Zélande

**SREX : de la théorie à la pratique**
Tom Mitchell, Overseas Development Institute, Royaume-Uni

**Suivi des inondations pour les rivières sans station de jaugeage**
Beatriz Revilla Romero, EC Joint Research Centre, Institute for Environment and Sustainability

**Inclusion des personnes handicapées dans la réduction des risques de catastrophe centrée sur les collectivités**
Valérie Scherrer, Disability-inclusive DRR Network Belgium

**GIN : une plate-forme d'information conjointe professionnelle pour les catastrophes naturelles en Suisse**
Sabina Steiner, Direction suisse du développement et de la coopération

**Critères de résilience des petits exploitants agricoles**
Harjeet Singh & Jessica Faleiro, ActionAid International

**Le parc d'évacuation en cas de tsunami de Padang en Indonésie**
Brian Tucker, GeoHazard International

**Réseau pour la sécurité des écoles**
Anggi Nurqonita, SCHOOLALUTARRAHMI, Indonésie

**Partenariats entre universités, entreprises et ONG pour la réduction scientifique des risques de catastrophe**
Melanie Duncan, Aon Benfield UCL Hazard Centre, Royaume-Uni

**Biorisques : incitations pour des approches de réduction des risques de catastrophe centrées sur les collectivités et écosystèmes**
Anne te Molder, Partners for Resilience Alliance

**Initiatives de réduction des risques de catastrophe et OMD dans les pays arabes**
Fadi Hamdan, Disaster Risk Management Centre, Liban

**PERIPERI U – Partenaires pour la résilience des populations exposées d'Afrique**
Djillali Benouar, Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene, Algérie

**Données importantes et optimisation dynamique pour la réduction des risques de catastrophe**
Hussain Saleh, Université de Gand, Belgique

**Présentation du centre des urgences environnementales par le PNUE / OCHA**
Renée Christensen, PNUE / OCHA Joint Environment Unit

**Lao PDR : base de données nationale des catastrophes et rapport d'analyse national sur la réduction des risques de catastrophe**
Vilayphong Sisomvang, National Disaster Management Office, Lao PDR & Aslam Perwaiz, Asian Disaster Preparedness Centre

**Harvard Graduate School of Design, Risk and Resilience Program**
Joyce Klein Rosenthal, Harvard Graduate School of Design

**Évaluation de la résilience des collectivités face aux catastrophes naturelles**
Léo Muller, Haut comité français pour la défense civile

**Gestion des incendies et catastrophes : prévenir plutôt que guérir**
Christopher Marrion, Marrion Fire & Risk Consulting PE LLC

**Chansons pour la résilience**
Charlotte Floors, Partners for Resilience

**KULTURISK – Évaluation des avantages de la prévention des risques**
Pierpaolo Campostrini, Consortium for Coordination of Research Activities - CORILA, Venise

**Petits États insulaires en développement : affronter un dragon à deux têtes**
Jaroslav Mysiak, Fondazione Eni Enrico Mattei, Italie

**Renforcement des partenariats de gestion des risques en Europe**
Jeroen Aerts, VU University Amsterdam

**Cartographie mondiale des expositions pour l'analyse des risques mondiaux**
Daniele Ehrlich, Commission européenne, Centre commun de recherche

**Enfance et réduction des risques de catastrophe**
Jazmin Burgess, Children in a Changing Climate Coalition

**Myanmar : développement d'un programme de formation à la gestion des risques**
Aung Khine, Relief and Resettlement Department, Myanmar

**N'oublier personne : pratique non verbale de la réduction des risques de catastrophe pour les malentendants**
Alex Robinson, Disability-inclusive Network for DRR for Asia and Pacific

**Réseau de formateurs à la réduction des risques de catastrophe pour les municipalités**
Evelyne Allain, Institut français des formateurs-risques majeurs et protection de l'environnement

**Évaluations de vulnérabilité et systèmes de support à la décision pour la gestion du risque climatique**
Rodney Martínez, Centro Internacional para la Investigación del Fenómeno de El Niño, Equateur

**Costa Rica : construire la résilience des collectivités face aux inondations**
Juan Carlos Fallas, National Meteorological Institute, Costa Rica

**Mesures des mouvements du sol à partir de données aérospatiales pour la réduction des risques de catastrophe**
Fifamè Koudogbo, Altamira Information, Espagne

**Utilisation des données mondiales pour l'orientation de la gestion des risques de catastrophe**
Emily White, Maplecroft

**Construction résiliente : le verre feuilleté pour une sécurité et une protection accrues**
Jonathan Cohen & Debbra A.K. Johnson, DuPont

**Approches et partenariats locaux pour la réduction des risques de catastrophe**
Andreas Koler, AlpS Austria

**Liaison entre sciences et politique de gestion des risques de catastrophe**
Jane Rovins, Integrated Research on Disaster Risk, Chine

**Recherche interdisciplinaire pour l'identification et l'évaluation des risques : le cas du Guatemala**
Manuela Fernández, Université de Lausanne

**Solutions de connectivité pour les acteurs de terrain des opérations de secours**
Marianne Donven, ministère des affaires étrangères, Luxembourg

**Entreprises compétitives et résilientes face aux catastrophes**
Lorenzo Carrera, Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique, Italie

**Création de collectivités résilientes grâce aux partenariats public-privé : cas du séisme de Tōhoku au Japon**
Sakura Sato, NPO Folder, Japon

**Remarque** :
la liste complète des exposés avec horaire sera distribuée sur place lors de la plate-forme mondiale.

## ESPACE ÉDUCATION ET COLLECTIVITÉS

Un espace est réservé au niveau -1 ducentre de conférence afin de permettre au secteur de l'enseignement et aux organisations centrées sur les collectivités de présenter divers supports innovants pour la sensibilisation du public et des approches éducatives en faveur de la promotion des connaissances en matière de réduction des risques de catastrophe et leur implémentation au niveau des collectivités. Un espace de dialogue ouvert facilitera le débat et les interactions informelles, au travers de l'échange d'informations, de connaissances, d'expériences et de méthodologies de référence. Des vidéos participatives, de la musique pour la réduction des risques de catastrophe et une aire de jeu pour les enfants seront également mises à disposition en continu pour les intervenants intéressés, du 20 au 23 mai, de 9 h à 17 h 30. Le programme du dialogue ouvert sera communiqué via la page www.preventionweb.net/go/gpdrr13.

# STANDS DE L'ESPACE D'EXPOSITION

**1. Global Risk Forum**
Le GRF présentera ses différentes activités en tant que centre de connaissances pour l'application de stratégies, d'outils et de solutions pratiques contemporains de gestion des risques.

**2. Résilience inclusive des collectivités pour la gestion durable des risques de catastrophe**
Projet régional sud-asiatique de Handicap International, Action Aid et Oxfam, qui présentera de courtes vidéos et une série d'outils.

**3. Communauté économique des États de l'Afrique centrale**
Présentation des progrès de la réduction des risques de catastrophe en Afrique centrale, aux niveaux national et local. Des États membres de la CEEAC seront représentés.

**4. Gender and Disaster Network**
L'initiative « Women and Girls on the Map » illustre le travail des femmes, des adolescentes et des fillettes en matière de réduction des risques de catastrophe. Des utilisations innovantes des technologies seront discutées dans la perspective de l'après 2015.

**5. Organisation Météorologique Mondiale**
Initiatives et partenariats pour la fourniture de services climatologiques opérationnels scientifiques aux niveaux national, régional et mondial, afin de soutenir la prise de décision dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe.

**6. Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**
Construction de collectivités sûres et résilientes par le partage des méthodologies de référence et des enseignements à tirer ainsi que par la discussion d'idées innovantes pour la construction de la résilience.

**7. Comité Andino para la Prevención y Atención de Desastres**
Coordination et promotion de politiques, de stratégies et de plans, et activités de prévention, de limitation des risques et d'intervention dans les pays andins.

**8. Pays-Bas**
Exemples de projets de recherche internationaux centrés sur l'amélioration de la résilience des collectivités et la collaboration entre les multiples intervenants, qui illustrent l'importance des facteurs humains et des laboratoires vivants.

**9. Santé et gestion des risques de catastrophe**
Présentation de nouvelles publications et données sur la santé et la gestion des risques de catastrophe, et débats avec des experts techniques.

**10. Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction (Royaume-Uni, réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe)**
Projet Views from the Frontline :les résultats de la recherche mondiale révèlent le rôle des connaissances des collectivités et de la gouvernance dans la construction de la résilience.

**11. Kokusai Kogyo**
Planification urbanistique résiliente et partenariats public-privé, études de cas du secteur privé et derniers développements des technologies d'information géospatiales.

**12. Programme des Nations Unies pour le développement**
Présentation de documentaires et de vidéos sur la réduction des risques de catastrophe, ainsi que d'informations interactives sur les risques et d'un portail de données. Présentation de réalisations en matière de réduction des risques de catastrophe.

**13. Indonésie**
Implications de la Déclaration de Yogyakarta de 2012 – Renforcement des moyens locaux pour la réduction des risques de catastrophe (par exemple, enseignements et méthodologies de référence au niveau des collectivités).

**14. IGAD Climate Prediction and Applications Centre (ICPAC)**
Résilience dans la Corne de l'Afrique, notamment l'utilisation de systèmes centrés sur les collectivités et d'outils de modélisation, de prévision et d'alerte précoce.

**15. Projet de développement des moyens d'intervention**
Promotion de la publication récente intitulée « Toward Resilience: A Guide to DRR and CCA » (Vers la résilience : guide pour la réduction des risques et les évaluations nationales uniformisées), et débat avec les membres du projet de développement de ce guide.

**16. Overseas Development Institute - Réseau de connaissances sur le climat et le développement (CDKN, Climate and Development Knowledge Network)**
Présentation de méthodes passionnantes pour l'amélioration des connaissances en matière de réduction des risques de catastrophe (supports créatifs, notamment dessins animés et courts métrages sur l'action des collectivités) et du travail innovant de l'ODI et du CDKN sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe.

**17. Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres Naturales en América Central**
Consolidation de la gestion des risques entre secteurs, notamment au niveau local, systèmes d'alerte précoce, et politiques et plans nationaux.

**18. Agence japonaise de coopération internationale (JICA, Japan International Cooperation Agency)**
Réussites des projets de coopération menés par la JICA partout dans le monde en matière de réduction des risques de catastrophe, des projets d'infrastructures à grande échelle aux programmes centrés sur les collectivités.

**19. Liban**
Présentation de publications, de cartes, et des derniers progrès du Liban en matière de réduction des risques de catastrophe aux niveaux national et local.

**20. Institut indien pour la gestion des catastrophes (National Institute of Disaster Management)**
Partage d'expériences en matière de développement des moyens et compétences (par exemple, formations à distance, exercices d'évacuation à grande échelle et courts métrages présentant des réussites en matière de réduction des risques de catastrophe).

**21. Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe**
Promotion de solutions de gestion des écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophe au travers d'études de cas, de supports de formation, de vidéos et d'outils en ligne.

**22. France**
Partage des expériences de la plate-forme française pour la prévention des risques de catastrophe, notamment l'approche économique de la réduction des risques de catastrophe et la protection du patrimoine culturel.

**23. Agence des Caraïbes pour la gestion des catastrophes et situations d'urgence**
Partenariats stratégiques ayant contribué à l'implémentation et aux progrès de l'agenda de la région pour une gestion approfondie des catastrophes.

**24. Environmental Systems Research Institute**
Dernières technologies géospatiales soutenant les plates-formes nationales pour la réduction des risques de catastrophe et méthodologies de référence pour l'utilisation des SIG dans la gestion des catastrophes et des risques.

**25. Réseau de partenariat pour la gestion des risques de catastrophe dans le Pacifique (Pacific Disaster Risk Management Partnership Network)**
Initiatives de gestion des risques de catastrophe dans la région Pacifique (enseignements, méthodologies de référence et nouvelles approches).

**26. Commission européenne**
Travail de diverses directions de la Commission européenne contribuant à renforcer les moyens d'intervention et la limitation des risques de catastrophe à tous les niveaux.

**27. Suisse**
Activités et expériences en matière de réduction des risques de catastrophes aux niveaux fédéral, cantonal et communal, notamment dans la société civile et le secteur privé. Présentation de la nouvelle plate-forme d'information conjointe (GIN).

**28. Bangladesh : vers la résilience**
Méthodologies de référence pour l'institutionnalisation de la réduction des risques de catastrophe aux niveaux national et local, et implémentation de la réduction des risques de catastrophe, des évaluations nationales uniformisées (CCA, Common Country Assessment) et des connaissances locales au niveau des collectivités.

**29. Banque mondiale, GFDRR (Global Facility for Disaster Reduction & Recovery, ou partenariat mondial pour la prévention des catastrophes et le redressement)**
Mécanismes innovants pour en apprendre plus sur la gestion des risques de catastrophe, notamment les écrans tactiles interactifs du GFDRR et le tableau de bord du portail Disaster Aid Tracking (http://gfdrr.aiddata.org/dashboard).

**30. Allemagne**
Méthodologies de référence faisant intervenir le secteur public, la société civile, les entreprises et les sciences, avec une attention particulière pour la liaison entre réduction des risques de catastrophe et évaluations nationales uniformisées (CCA, Common Country Assessment), la résilience des collectivités et les alertes précoces.

**31. Campagne « Pour des villes résilientes »**
Rencontre de maires et d'autres dirigeants de municipalités aux quatre coins du monde, qui s'efforcent de construire la résilience des collectivités locales face aux catastrophes.

**32. ONU-HABITAT**
Connaissances et enseignements sur la résilience urbaine, qui fournissent des outils de renforcement de la résilience aux gouvernements et municipalités.

**33. Children in a Changing Climate Coalition**
Cartes démographiques interactives et vidéos de la Charte des enfants, qui présentent les méthodologies de référence et les enseignements à tirer, et opportunité de dialogue avec des enfants.

**34. Centre africain pour l'étude des catastrophes**
La Southern Africa Society for Disaster Reduction (SASDiR) facilite les interactions entre la société civile, les gouvernements et les instituts de recherche.

**35. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**
Démonstration d'applications de la réduction des risques de catastrophe et des avantages pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, sur base d'exemples du Sahel et de la Corne de l'Afrique.

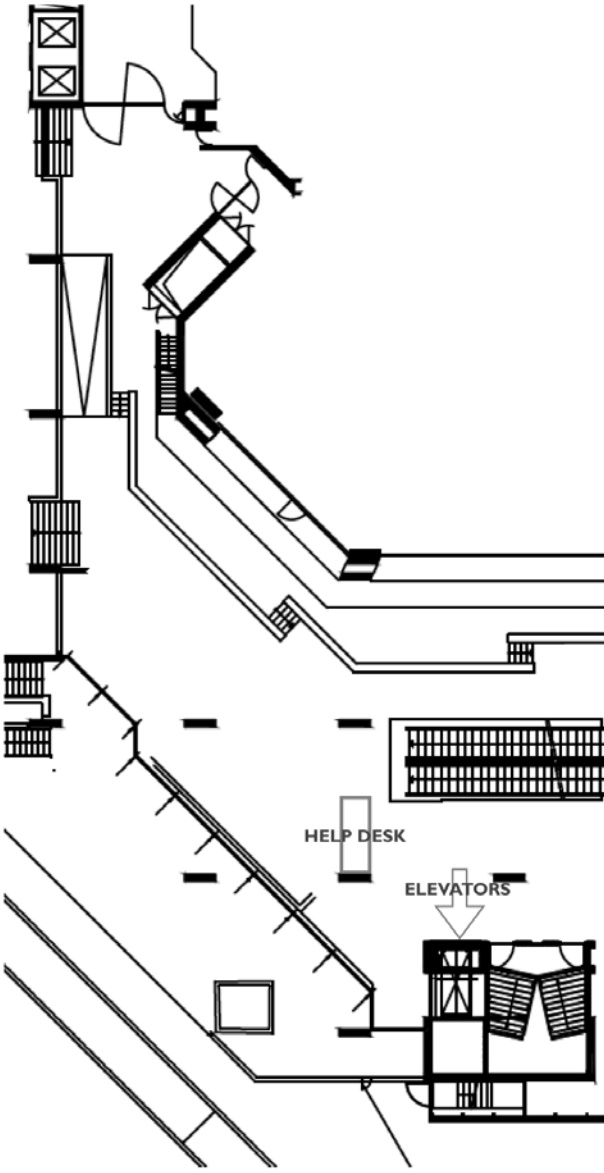
**36. Luxembourg**
Présentation d'Emergency.lu, une plate-forme de communication par satellite qui soutient les opérations humanitaires.

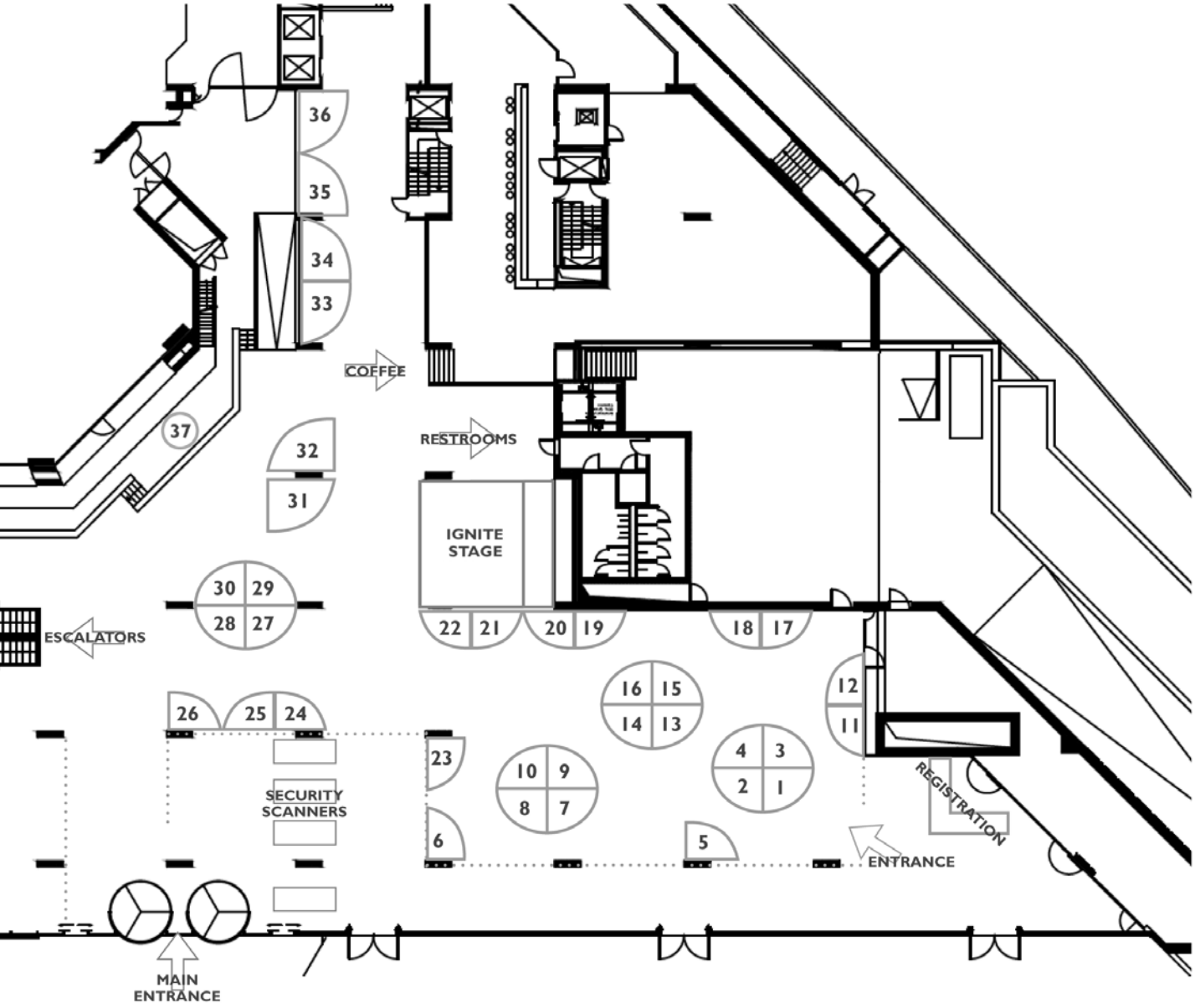
**37. Terrasense Switzerland – ETH Zurich Spin-Off**
Nouvelle technologie radar pour les systèmes d'alerte précoce qui permet de détecter les mouvements de masse, et qui intègre des outils de simulation pour la caractérisation des risques. Une sélection d'études de cas sera également présentée (stand mobile).

**38. UNISDR**
Publications et services du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, notamment le Rapport d'évaluation mondial 2013 et la présentation du globe interactif Tangible Earth (1er étage).

# PLAN DE L'ESPACE D'EXPOSITION

1. Global Risk Forum
2. Résilience inclusive des collectivités pour la gestion durable des risques de catastrophe
3. Communauté économique des États de l'Afrique centrale
4. Gender and Disaster Network
5. Organisation météorologique mondiale
6. Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
7. Comité Andino para la Prevención y Atención de Desastres
8. Pays-Bas
9. Santé et gestion des risques de catastrophe
10. Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction (Royaume-Uni, réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe)
11. Kokusai Kogyo Co.
12. Programme des Nations Unies pour le développement
13. Indonésie
14. IGAD Climate Prediction and Applications Centre (ICPAC)
15. Projet de développement des moyens d'intervention
16. Overseas Development Institute - Réseau de connaissances sur le climat et le développement (CDKN, Climate and Development Knowledge Network)
17. Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres Naturales en América Central
18. Agence japonaise de coopération internationale (JICA, Japan International Cooperation Agency)
19. Liban
20. Institut indien pour la gestion des catastrophes (National Institute of Disaster Management)
21. Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe
22. France
23. Agence des Caraïbes pour la gestion des catastrophes et situations d'urgence
24. Environmental Systems Research Institute
25. Réseau de partenariat pour la gestion des risques de catastrophe dans le Pacifique (Pacific Disaster Risk Management Partnership Network)
26. Commission européenne
27. Suisse
28. Bangladesh : vers la résilience
29. Banque mondiale, GFDRR (Global Facility for Disaster Reduction & Recovery, ou partenariat mondial pour la prévention des catastrophes et le redressement)
30. Allemagne
31. Campagne « Pour des villes résilientes »
32. ONU-HABITAT
33. Children in a Changing Climate Coalition
34. Centre africain pour l'étude des catastrophes
35. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
36. Luxembourg
37. Terrasense Switzerland – ETH Zurich Spin-Off
38. UNISDR (1er étage)




36
35
34
33
COFFEE
37
32
31
RESTROOMS
IGNITE
STAGE
30
29
28
27
22
21
20
19
18
17
ESCALATORS
16
15
14
13
12
11
26
25
24
23
10
9
8
7
4
3
2
1
SECURITY
SCANNERS
6
5
REGISTRATION
ENTRANCE
MAIN
ENTRANCE

# VISITES DE TERRAIN :ACTIONS DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE EN SUISSE

**Réduction des risques de catastrophe dans les Alpes suisses : défis et opportunités.**

La densité de population est élevée dans les Alpes suisses et ces dernières sont fortement exposées aux aléas, avec un risque d'avalanches en hiver et un risque d'inondations en été. Les Alpes présentent également des risques de glissements de terrain, de chutes de pierre et de séismes modérés. La région est également confrontée aux différentes facettes du changement climatique. Beaucoup d'agglomérations, de centres touristiques, de zones industrielles et de voies de transit internationales sont donc exposées à des risques.

Au cours des 25 dernières années, la Suisse a connu plusieurs catastrophes majeures à l'origine de dégâts et de pertes sévères, en 1987, 1993, 1999, 2000, 2005 et 2011. En conséquence, le pays a modifié son approche en matière de réduction des risques de catastrophe, pour passer d'une perspective centrée sur les aléas à une approche intégrée de la gestion des risques.

Immédiatement après la quatrième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, la Suisse invite les participants à suivre une sélection de trois visites de terrain organisées le vendredi 24 mai 2013. L'objectif de ces visites de terrain est l'observation directe des menaces, des défis et des opportunités que comporte un environnement exposé aux risques, et d'expérimenter concrètement la réduction des risques de catastrophe sur le terrain.

## **Visite de terrain n°1 :** Route du Grand-Saint-Bernard - Gestion des risques sur une voie de transit internationale

La route du Grand-Saint-Bernard est une importante voie de transit internationale qui relie la Suisse et l'Italie. Elle est fréquemment affectée par des inondations et les débris qu'elles charrient, par des avalanches ou par des chutes de pierres. La gestion des risques est nécessaire pour le trafic routier, pour les agglomérations alpines ainsi que pour un oléoduc. Les mesures de prévention, de limitation des risques et d'intervention s'inscrivent dans une stratégie intégrée de gestion des risques.

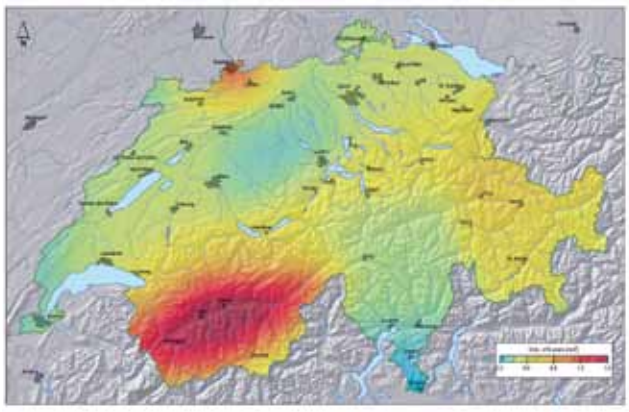
La visite permettra de présenter cette approche intégrée, et de découvrir les mesures de protection contre les avalanches, les programmes d'alerte précoce et d'évacuation en cas d'inondations et de crues éclairs, et le dispositif de contrôle du trafic. L'accent sera mis sur la nécessité de données fiables concernant les aléas et les risques, et sur les avantages d'une approche intégrée, en particulier pour les voies de transit.

## **Visite de terrain n°2 :** Gestion des risques d'inondation au niveau du Rhône

La vallée alpine du Rhône court sur 100 km en amont du Lac de Genève. D'une largeur de seulement 1 à 5 km, le fond de vallée accueille plusieurs villes, des usines industrielles, d'importantes voies de transport routières et ferroviaires, ainsi qu'une agriculture intensive. Le Rhône et ses principaux affluents ont été à l'origine d'importantes inondations dans le passé. Le modèle de gestion des risques d'inondations de la vallée du Rhône suit une approche intégrée.

La visite permettra de découvrir cette approche intégrée, notamment le « Troisième atelier de formation sur le Rhône », la protection contre les inondations d'importantes infrastructures ainsi que les systèmes de suivi et d'alerte.

## **Visite de terrain n°3 :** Réduction des risques sismiques - Construction parasismique et gestion des crises



La chaîne montagneuse des Alpes qui entoure la vallée du Rhône est l'une des régions suisses les plus exposées aux tremblements de terre. Des séismes de magnitude élevée peuvent s'y produire, bien qu'à très faible fréquence. Le dernier séisme dévastateur en date a frappé Sierre en 1946. Compte tenu du relief, même des secousses de faible intensité peuvent provoquer des glissements de terrain et des catastrophes secondaires similaires.

La visite permettra de découvrir l'approche intégrée de la gestion des risques, notamment la mise aux normes parasismiques des bâtiments et infrastructures. Les moyens d'intervention, les plans de redressement et la gestion prévus pour un séisme de faible fréquence statistique seront présentés.

## Informations pratiques

Ces visites de terrain auront lieu le vendredi 24 mai 2013.

- Les places sont limitées. Ne tardez pas à vous inscrire.
- Les participants quitteront Genève en train à 8 h pour être de retour à 18 h.
- Le transport (en train et en bus) ainsi que le déjeuner sont pris en charge par le gouvernement helvétique.
- Les visites s'effectueront en anglais.
- Une partie de l'itinéraire est à parcourir à pied : des chaussures adéquates, un imperméable et une protection solaire sont recommandés.
- Les frais de participation sont de 50 CHF par personne, payables au comptoir des visites de terrain prévu sur le site de la Plate-forme mondiale 2013.

## Organisateur des visites de terrain

Ministère suisse des affaires étrangères
SDC - Direction suisse du développement, de la coopération et de l'aide humanitaire
Sägestrasse 77
3003 Berne
Tél. : +41 31 322 12 08
Fax : +41 31 324 16 94
Courriel : fieldvisits@deza.admin.ch

# NOTES

# NOTES

# NOTES

**Quatrième de couverture :** Un village résilient aux catastrophes innovant dans une zone côtière dévastée par le cyclone Aila. Shymnagar (Bangladesh) Crédits photo : Nasif Ahmed / PNUD Bangladesh

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'UNISDR soutient la campagne « Greening the UN » du Secrétariat général de l'ONU depuis son lancement en 2007. Le transport des participants devrait générer 1,8 million de kilogrammes de dioxyde de carbone ($CO_2$), que l'UNISDR compensera en investissant dans un projet de réduction des risques de catastrophe dans le cadre du mécanisme pour le développement propre de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (UNFCCC). La compensation des émissions de $CO_2$ est appuyée par les Rapports d'évaluation mondiaux 2009 et 2011 ainsi que par le Cadre d'action de Hyogo. L'UNISDR s'efforcera en outre de réduire la consommation des ressources naturelles et la production de déchets liées à la Plate-forme mondiale. Par ailleurs, les publications de l'UNISDR seront diffusées sur clé USB afin d'économiser le papier, et des repas végétariens respectueux du climat seront proposés aux participants à la conférence. Ce document est imprimé sur papier entièrement recyclé à l'aide d'encres végétales.

UNISDR
The United Nations Office for Disaster Risk Reduction

9-11 Rue de Varembé
CH1202, Geneva
Switzerland

**Mentions légales**

Les informations renfermées dans ce document sont protégées par copyright. Aucune utilisation de cette publication pour la revente des informations qu'elle contient ou à toute autre fin commerciale n'est autorisée à défaut du consentement préalable écrit de l'UNISDR. Toutes les images qui figurent dans ce document demeurent la propriété exclusive des sources citées et ne peuvent en aucun cas être utilisées à défaut de l'autorisation écrite de ces dernières.

Pour obtenir une autorisation de publication en ligne, de diffusion et de réimpression de tout ou partie de ce document, veuillez contacter le siège de l'UNISDR via l'adresse isdr@un.org

## Sponsors de la plate-forme mondiale

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Federal Republic of Germany
Foreign Office

Government of Japan

USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

EUROPEAN UNION

Humanitarian Aid and Civil Protection

Plate-forme française pour la prévention des risques majeurs

REGERINGSKANSLIET
Ministry for Foreign Affairs
Sweden

KOKUSAI KOGYO HOLDINGS CO., LTD.